

éduquer

tribune laïque n° 198 février 2026

Publication de la Ligue de l'Enseignement et de
l'Éducation permanente asbl



DOSSIER
ORIENTATION: COMMENT
TROUVER SA VOIE?

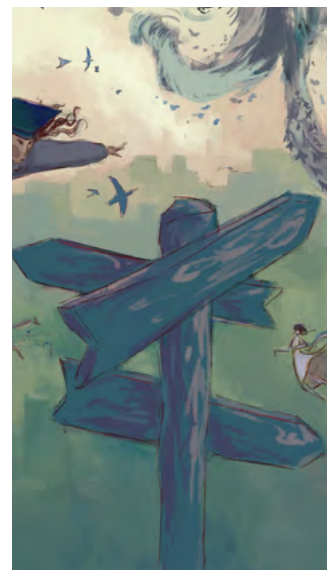
Sommaire

Focus		
	Les coups de cœur de la Ligue	p 4
Coup de crayon sur l'actu		
	Le coup de crayon de Vincent Dubois	p 6
Actualités		
	Situation financière de la FWB: une intéressante analyse alternative	p 7
Dossier	ORIENTATION: COMMENT TROUVER SA VOIE?	
	Orientation: comment trouver sa voie?	p 11
	Réforme de l'orientation: guider ou trier?	p 12
	Conseiller l'orientation: accompagner sans imposer	p 16
	Au salon de l'orientation, dans les allées du choix	p 19
	Pourquoi les jeunes décrochent des études supérieures?	p 22
	Métiers en pénurie: et si le problème n'était pas la formation?	p 25
Éducation		
	Winnicott: une vision humaniste du développement de l'enfant	p 28
Formation		
	Rassembler autour des enjeux liés à la vieillesse et à l'âgisme	p 32
Sciences		
	L'eau, un bien précieux	p 34

Couverture

Sophia Mac Mahon est une animatrice 2D belge, récemment diplômée de la Haute École Albert Jacquard. Dans son travail, elle accorde une grande importance à l'atmosphère de l'image, qu'elle cherche à rendre immersive, avant les détails. Le cinéma d'animation étant son médium de prédilection, elle s'illustre aussi à d'autres arts, tels que la gravure, l'écriture, le dessin.

<https://sophiamacmahon.myportfolio.com/>



éduquer

est édité par

La Ligue
de l'Enseignement
et de l'Éducation permanente asbl

Rue Terre-Neuve, 114
1000 Bruxelles

Éditeur responsable
Roberto Galluccio

Co-Direction
Patrick Hullebroeck
Jacques Martel

Responsable de la revue
Marie-Françoise Holemans

Mise en page
Éric Vandenheede

Réalisation
mmteam sprl

Ont également collaboré
à ce numéro:

Marie Versele
Jacques Martel
Patrick Hullebroeck
Timothé Fillon
Audrey Dion
François Chamaraux

Orientation, comment trouver sa voie?

Avant toute chose, l'équipe de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente vous souhaite une excellente année 2026 ! Nous sommes heureux-ses de vous présenter ce premier numéro accompagné de Jacques Martel, qui a rejoint notre équipe en tant que directeur.

Pour ce numéro 198, notre dossier central interroge l'orientation comme question à la fois existentielle et politique. L'orientation est-elle un choix libre ou le résultat de contraintes sociales intériorisées ?

Alors que l'enseignement connaît une réforme d'ampleur avec l'introduction d'options orientantes dès la troisième secondaire, cette question devient cruciale. En Belgique francophone, plus de 150 options existent dans le secondaire. Une démultiplication des possibles qui peut autant émanciper que déboussoler, d'autant que ces choix fonctionnent parfois comme des mécanismes de relégation sociale.

Entre témoignages d'élèves comme Alice qui raconte son parcours d'errances et de réorientations, paroles de conseillères d'orientation qui naviguent dans l'étroit périmètre entre déterminisme et liberté, et éclairages de chercheur-euses qui bousculent les idées reçues sur les métiers en pénurie, ce dossier explore les mécanismes qui façonnent – et parfois enferment – les trajectoires scolaires.

Hors dossier, nous analysons la situation financière de la Fédération Wallonie-Bruxelles à travers le contre-rapport de la CNE qui conteste l'analyse gouvernementale justifiant les mesures d'austérité.

Nous revenons également sur notre après-midi de découverte de notre outil pédagogique Décod'Âges, consacré à la lutte contre l'âgisme.

Notre rubrique Éducation explore la pensée humaniste de Winnicott et sa vision émancipatrice du développement de l'enfant.

Enfin, notre rubrique Sciences se penche sur l'eau, ce bien précieux dont les enjeux dépassent largement le geste de fermer le robinet.

Sans oublier nos coups de cœur culturels et ressources pédagogiques !

Bonne lecture !

Faites vivre *Éduquer* avec nous!

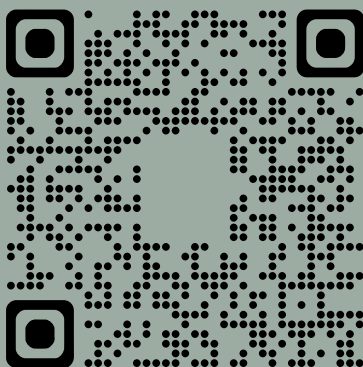
Depuis bientôt 200 numéros, *Éduquer* explore les enjeux éducatifs qui nous concernent toutes et tous.

À l'approche de ce cap symbolique, nous avons besoin de vous!

Prenez 3 minutes pour nous dire:

- Quels thèmes vous tiennent à cœur et mériteraient d'être explorés dans nos prochains numéros?
- Quels numéros récents avez-vous lus? Qu'en avez-vous pensé?
- Aimeriez-vous contribuer à la revue, que ce soit par un article, un témoignage ou en partageant vos idées?

Votre parole compte pour façonner l'*Éduquer* de demain!



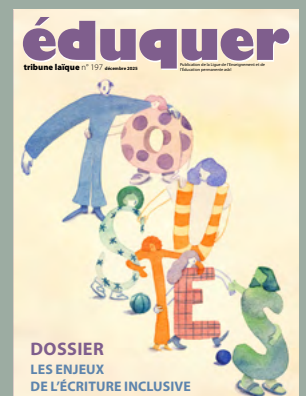
Répondez en ligne en scannant ce QR code ou rendez-vous sur notre site:
<https://ligue-enseignement.be/eduquer-votre-revue-vos-attentes>

Ou envoyez-nous vos réponses par mail:
eduquer@ligue-enseignement.be

Nous vous lirons avec plaisir et vous remercions pour tout votre soutien.

Nos publications:

www.ligue-enseignement.be/education-enseignement/publications



Et voici le premier numéro de l'année 2026! C'est le premier pour vous, mais aussi le premier pour moi en tant que nouveau directeur à la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, créée en 1864, par le bourgmestre bruxellois Charles Buis, pour défendre le seul et vrai enseignement libre: celui qui n'impose aucun dogme, mais au contraire élève les jeunes vers un esprit ouvert, critique, responsable!

Cela donne un peu le vertige, surtout quand on réalise l'ampleur du travail réalisé depuis des années par les équipes, mais aussi par le directeur Patrick Hullebroeck, qui prendra sa pension bien méritée dans quelques semaines! Bravo à lui, qui a su donner à la Ligue, accompagné de son organe d'administration et de ses présidents successifs, cette triple dimension actuelle, reconnue de toutes et tous: les formations (Éducation permanente), la revue *Éduquer* et les études, et enfin les cours de FLE et d'alphabétisation (Cohésion sociale).

Dans cette époque bien morose où les extrêmes gagnent en puissance, où les populismes et autres retours en arrière sont légion, la place et le rôle de la Ligue n'en sont que plus essentiels: nous sommes là pour faire entendre d'autres voix, intelligentes, réflexives, analytiques, et bien sûr autocritiques!

Mais nous sommes aussi là pour soutenir toutes les associations actuellement en souffrance, qui ne voient plus d'horizon, qui ont cru il y a cinq ans que les épreuves nouvelles nous rendraient différents, plus résilients, conscients des besoins vitaux de l'humain. Que nenni... Une partie des peuples ne croit plus qu'à l'autoritarisme, au sectarisme et au négationnisme.

Alors, restons uni-es, soyons fort-es ensemble et résistons! Proposons autre chose, d'autres regards, d'autres idées, nouvelles et progressistes: comment défendre et renforcer la démocratie? Un autre système peut-il, doit-il être inventé? Comment contrer l'influence souvent néfaste des réseaux sociaux? Comment laisser les écrans de côté et se reconnecter à l'essentiel? Comment reconsidérer Dame Nature?

Autant de questions que nous débattons dans nos prochains numéros. N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques (voir encadré en page 3) et à vous abonner à notre revue qui défend les valeurs en lesquelles vous croyez, et qui, à tout le moins, ose poser des questions qui fâchent.

Au plaisir de vous lire et de vous rencontrer lors de nos différentes activités!

Que 2026 soit l'année des résiliences novatrices!!!

Jacques Martel, directeur

Publication

Ces bruits qui nuisent, ces sons qui soignent

La nouvelle brochure *Ces bruits qui nuisent, ces sons qui soignent* de l'asbl Question santé explore notre environnement sonore et ses impacts sur la santé. Les nuisances sonores constituent la deuxième cause de problèmes de santé liés à l'environnement après la pollution de l'air. Le son peut aussi être bénéfique: les sons de la nature, la musique et le silence ont des effets positifs sur le bien-être et la santé mentale. La publication propose d'explorer ce qui transforme un son en bruit nuisible et invite à repenser notre rapport au monde sonore pour actionner des changements dans la société.

Plus d'infos: <https://questionsante.org/outils/ces-bruits-qui-nuisent-ces-sons-qui-soignent/>

Ces bruits qui nuisent, ces sons qui soignent



Campagne

Le problème, c'est pas la vieillesse, c'est l'âgisme!

La campagne de l'asbl Liages, *Le problème, c'est pas la vieillesse, c'est l'âgisme!* vise à combattre les discriminations liées à l'âge, en partant du constat alarmant que l'âgisme est omniprésent dans la société: selon l'ONU, une personne sur deux dans le monde aurait des attitudes âgistes, et en Belgique, 7 personnes de plus de 55 ans sur 10 déclarent subir des préjugés liés à leur âge. L'âgisme se manifeste dans les stéréotypes quotidiens, les discriminations professionnelles et les relations sociales, et a des conséquences réelles sur la santé, le bien-être, la dignité et les droits humains.

La campagne poursuit trois objectifs: sensibiliser à l'âgisme et ses effets, proposer une autre représentation de la vieillesse, et encourager le dialogue intergénérationnel et l'action. Pour y parvenir, Liages propose deux outils concrets: un manuel gratuit intitulé *Quoi, qu'est-ce qu'il a, mon âge?* qui explique l'âgisme et propose des pistes d'action, et un jeu pédagogique appelé *L'Âge à la carte* pour questionner ses croyances en groupe.

Plus d'infos: www.liages.be/lutter-contre-l-âgisme-campagne-liages

Le problème, c'est
la vieillesse-
l'âgisme!

liages

Revue

Constellations n°4 – Vieillir, habiter demain

Pour le quatrième numéro de sa revue *Constellations*, l'asbl se penche sur la thématique *Vieillir, Habiter demain*. Cette publication explore la question des lieux de vie des personnes âgées à travers témoignages, analyses de spécialistes et expériences de terrain. Elle aborde l'habitat comme enjeu à la fois intime (autonomie, attachement au domicile) et collectif (alternatives aux modèles traditionnels, solidarités). La revue relie expériences vécues et enjeux sociaux pour repenser le vieillissement comme question citoyenne. La revue est disponible en version digitale et papier (12€).

Plus d'infos: www.ago-asbl.be/constellations-n4-vieillir-habiter-demain

Constellations

Octobre 2025

n° 4



Vieillir,
Habiter demain

Une publication de l'asbl Ago

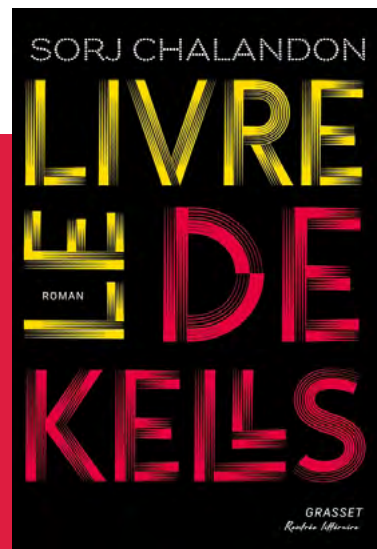
Littérature

Le Livre de Kells, de Sorj Chalandon

Sans mot, sans serment, sans sermon non plus, un ballet de jeunes militants gauchistes m'avait doucement entraîné de l'isolement à la fraternité.

Son certificat d'émancipation en poche, Kells, 17 ans, quitte Lyon, sa ville natale. Ce qu'il fuit, c'est avant tout «L'Autre», ce père violent, raciste et antisémite. Kells arrive à Paris en mars 1970 avec seulement 100 francs en poche mais les yeux remplis de rêves hippies et de voyages mystiques vers Katmandou ou Ibiza. Rapidement à bout de ressources, il se heurte à la dure réalité de la rue: la faim, le froid, la violence. Sa vie bascule lorsqu'il croise le chemin de militants de la Gauche prolétarienne maoïste qui le sortent de la rue, lui offrent un toit et une nouvelle famille... politique! Avec eux, il découvre l'engagement militant, la solidarité mais aussi les combats violents et les désillusions.

Le Livre de Kells mêle avec intensité parcours initiatique et témoignage historique. À travers ce récit autobiographique, Chalandon livre son regard sur une jeunesse engagée et une époque tumultueuse. Un roman profondément humain qui transforme l'errance d'un adolescent en vibrant hommage à celles et ceux qui lui ont tendu la main, tout en dressant le portrait sans concession d'une jeunesse militante tiraillée entre espoir et désillusion.



Jeunesse

Toute la vie devant toi, de Julie Bonnie et Barroux

Un beau jour, une cacahouète arrondit un ventre.

Parfois, il y a deux cacahouètes. Ou même trois, c'est arrivé.

Le cœur de la cacahouète se met à battre. À l'échographie, ça fait Boum Boum Boum.

On n'y croit pas tellement c'est beau!

Cacahouète débarque un beau jour arrondir un ventre. Son cœur se met à battre, puis elle arrive au monde, enveloppée de bisous et de câlins. La vie continue et l'enfant grandit: le premier mot, les premiers pas, les nuits blanches, les rires, les crises, l'entrée à l'école, les tensions de l'adolescence, jusqu'au jour où elle quitte la maison pour voler de ses propres ailes. À chaque étape se déploient ces instants uniques qui font la beauté et parfois la folie d'être parent.

Toute la vie devant toi est une ode sublime à l'amour parental, le passage de l'enfance à l'âge adulte et au temps qui file. Un album tendre, drôle et nostalgique qui rappelle qu'il n'y a rien de plus précieux que ces instants partagés avec nos enfants.



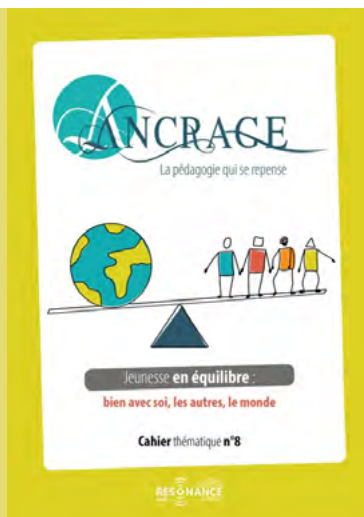
Outil pédagogique

Ancrage Jeunesse en équilibre: bien avec soi, les autres, le monde

L'association Résonance asbl publie Jeunesse en équilibre: bien avec soi, les autres, le monde, un nouveau cahier pédagogique destiné aux professionnels de l'éducation. L'outil propose des éclairages sur le bien-être des jeunes et des pistes d'action concrètes. Il a été réalisé en collaboration avec six organisations partenaires sur des thématiques clés: harcèlement, compétences psychosociales, discriminations de genre, numérique, éco-anxiété et vision des jeunes sur la société.

Le cahier fait partie de la collection ANCRAGE, qui rend les recherches pédagogiques accessibles et directement applicables sur le terrain.

Plus d'infos: <https://www.resonanceasbl.be/ancrage/documents/98>



Étude

Briser l'invisibilisation. Réalités et stratégies de résistances des femmes d'origine étrangère en Wallonie

À partir de 750 comptes rendus issus des permanences sociales et juridiques de Vie Féminine (2021–2023), cette étude propose une analyse approfondie des réalités vécues par les femmes étrangères et d'origine étrangère en Belgique francophone. Elle met en lumière les violences sexistes, racistes et économiques qui traversent leurs parcours, ainsi que les effets en cascade produits par des systèmes de domination imbriqués. Elle donne également à voir les stratégies de débrouille et les solidarités déployées par les femmes pour faire face à la précarité. Au croisement de l'analyse féministe et de l'éducation permanente, Briser l'invisibilisation vise à transformer des vécus individuels en constats collectifs et en leviers d'action politique, afin de renforcer les droits, les solidarités et les luttes féministes.

Plus d'infos: www.viefeminine.be/brisons-l-invisibilisation



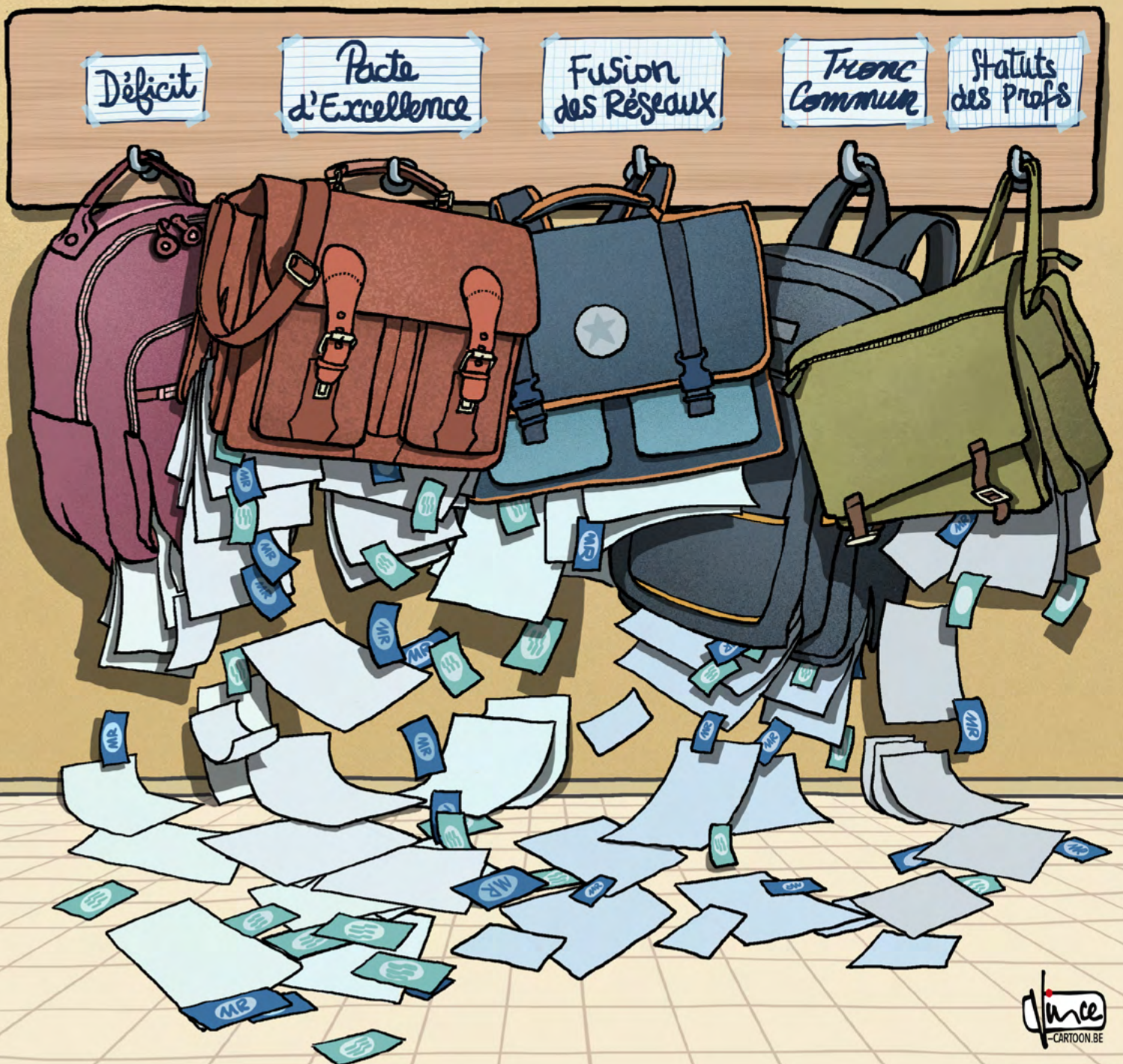
BRISER L'INVISIBILISATION

Réalités et stratégies de résistances des femmes d'origine étrangère en Wallonie.

Étude 2025



FWB: dérive incontrôlée des dépenses ou financement insuffisant?



Situation financière de la FWB

Une intéressante analyse alternative

Le gouvernement de la FWB MR – Les Engagés justifie sa politique d'austérité en s'appuyant sur le rapport d'économistes commandité par le gouvernement¹. Pas d'accord répond un contre-rapport de la CNE.



Coup de crayon sur l'actu

Vincent Dubois («Vince») est illustrateur pour la presse belge (*La Libre Belgique*, *Le Soir*, *Les Échos de l'Endettement*, *Athena*) et française (*Archimag*). Il dessine également en direct lors de colloques. Un recueil des 19 communes bruxelloises mises en scène à la manière des couvertures du *New Yorker* a été édité en octobre 2025.

www.vince-cartoon.be



Selon le rapport des économistes commandités par le gouvernement francophone, la FWB serait exposée au risque de ne pouvoir faire face à ses obligations financières si des mesures d'économie radicales ne sont pas prises. En cause: un déficit chronique annuel de 1,5 milliards d'euros et un effet boule de neige de la dette qui fragiliserait la crédibilité financière de la FWB auprès des créanciers. Le gouvernement justifie ses mesures d'ajustement budgétaire et dernièrement, le décret-cadre adopté le 17 décembre dernier, sur base de cette analyse. Le service des études de la CNE a publié un «contre-rapport»² qui conteste cette analyse et les présupposés sur lesquels elle s'appuie.

Des recettes insuffisantes

Le contre-rapport insiste sur l'idée que le déficit chronique de la FWB ne résulte pas d'une inflation incontrôlée des dépenses. Le rapport des économistes insistait sur le fait que les gouvernements successifs de la FWB avaient élargi les services offerts à la population sans couvrir les nouvelles dépenses qui en résultaient par de nouvelles recettes. Il s'agit par exemple de l'allongement de la formation initiale des enseignants conduisant mécaniquement à une augmentation de la charge salariale résultant de la mastérisation.

Selon le contre-rapport, le déficit de la FWB résulte de la manière dont la loi de financement des Communautés a été définie. Il s'agit donc moins d'un problème budgétaire que d'une question institutionnelle et politique.

Renégocier la loi sur le financement des Communautés

Le contre-rapport compare l'évolution des dépenses et des recettes de la FWB et observe que les recettes ont augmenté moins vite que les dépenses. Ces 15 dernières années, hors inflation, les dépenses ont augmenté de 2,2% tandis que les recettes n'ont augmenté que de 1,7%. Par ailleurs, la part des recettes de la FWB par rapport au PIB national s'est également érodée: en 2011, elles représentaient 2,33% du PIB pour seulement 2,13% en 2024, c'est-à-dire l'équivalent d'une diminution de 1,2 milliards d'euros de manque à gagner. Ce montant est du même ordre que le déficit primaire de la FWB en 2024 (1,3 milliards d'euros).

Il résulte de cette première analyse que la priorité politique devrait être donnée à une réforme de la loi de financement des communautés plutôt que de viser la diminution des dépenses. La réduction des dépenses va peser lourdement sur les services à la population ainsi que sur celles et ceux qui en vivent ou en sont les bénéficiaires. La coalition MR - Les Engagés, présente aux gouvernements national, régional wallon et de la FWB, ayant écarté cette solution politique (tout comme le rapport des économistes dont ce n'était pas le mandat), il ne reste semble-t-il plus d'autres solutions que la réduction des dépenses.

Une solidarité intra-francophone

Une autre piste pourrait être la prise en charge par la Région wallonne d'une partie des coûts engendrés par les compétences de la FWB. C'est déjà cette voie de solution qui a été en partie

Les conclusions du contre-rapport¹

- «(...) Les difficultés budgétaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne relèvent pas tant d'une dérive incontrôlée des dépenses que d'un problème structurel inscrit au cœur de la Loi spéciale de financement. Les mécanismes actuels de la LSF ne permettent pas à la FWB de capter des recettes suffisantes pour couvrir l'ensemble de ses missions, ce qui explique l'apparition et la persistance de son déficit. La question du financement de la Fédération est donc avant tout institutionnelle, et appelle une révision de son financement plutôt que des mesures d'économie.»
- «D'un côté, des décisions prises au niveau régional diminuent les recettes de la Région wallonne; de l'autre, des coupes budgétaires sont imposées à la Fédération Wallonie-Bruxelles, alors même que des transferts financiers existent entre ces deux niveaux de pouvoir. Ces décisions témoignent donc moins d'une nécessité technique que de choix politiques assumés quant à la répartition des efforts budgétaires et aux priorités retenues.»
- (...) «Certaines réformes envisagées ou adoptées par la majorité MR - Les Engagés — qu'il s'agisse de la réduction des droits d'enregistrement, de la réforme annoncée des droits de succession ou encore de l'instauration d'un CDIE dans l'enseignement — risquent de générer, directement ou indirectement, des coûts supplémentaires significatifs pour les finances publiques.»
- «Les données disponibles montrent que la FWB est et reste capable de refinancer sa dette, aujourd'hui comme demain. Le récit de l'urgence budgétaire repose sur des projections contestables et sur une compréhension erronée des déterminants de la charge de la dette.»

1. www.econospheres.be/Contre-rapport-sur-la-dette-publique-de-la-Federation-Wallonie-Bruxelles, p.19-20



empruntée en 1993, avec les accords de la Saint-Quentin, quand une part des compétences de la FWB a été transférée vers la Région wallonne et la Cocof en Région bruxelloise en 1993 (la promotion de la santé, l'aide aux personnes pour partie, le tourisme, la promotion sociale, les infrastructures sportives...). Ces transferts se sont accompagnés d'un transfert financier correspondant. En 2024, ces transferts de la FWB s'élèvent à 447 millions d'euros en faveur de la Wallonie et de 129 millions d'euros pour la Cocof.

Dans ces conditions, observe le contre-rapport, rien n'empêcherait de s'appuyer sur l'autonomie fiscale des régions, pour générer davantage de recettes publiques et prendre en charge les coûts liés à certaines des compétences de la FWB. Par exemple, la Région wallonne pourrait, comme la cinquième réforme de l'État l'y autorise, modifier la base ou le taux d'imposition, ou certaines exonérations fiscales relatives à des impôts régionaux, pour générer de nouvelles recettes.

Mais, remarque le contre-rapport, c'est exactement en sens inverse que va le gouvernement MR - Les Engagés, qui, en réduisant les droits d'enregistrement lors de l'acquisition d'un bien, se prive de ressources qui auraient pu être mobilisées (le manque à gagner pour 2025, année de l'entrée en vigueur de la réduction s'élève à 245 millions d'euros) pour réduire les transferts de la FWB vers les Régions et ainsi, contribuer à diminuer le déficit de la FWB.

Réduire ces transferts n'est toutefois pas acquis mécaniquement et suppose un large accord politique: une majorité des deux tiers à la FWB et à la majorité absolue dans les Régions. La solution n'en est pas moins écartée.

Conclusion du contre-rapport: «Il n'est dès lors pas excessif d'interpréter cette double décision politique (coupes budgétaires du côté de la FWB et diminution des recettes fiscales en Wallonie) en ce sens: les majorités MR - Les Engagés favorisent la rente foncière au détriment des services publics et des ménages francophones. In fine, ce sont les familles, les parents, les enseignants, les puéricultrices, les étudiants, etc. qui supportent le coût des choix fiscaux régionaux, qui, de leur côté, bénéficient aux plus nantis.»³

Des décisions contradictoires

Le contre-rapport relève par ailleurs des contradictions dans les décisions du gou-



vernement de la FWB. En effet, celui-ci met fin à des réformes dont on pouvait attendre des économies (par exemple en réduisant le tronc commun, se privant ainsi d'une économie estimée à 40 millions d'euros) ou adopte des mesures nouvelles qui vont conduire à des dépenses nouvelles (par exemple, la fin du statut des enseignants et son remplacement par des CDIE — une mesure dont le coût est estimé à 500 millions d'euros par an!). Par ailleurs, en réduisant les moyens de l'accueil de la petite enfance, le gouvernement de la FWB freine la mise à l'emploi des personnes qui ont à charge des enfants, alors qu'à d'autres niveaux de



pouvoir, les partis de la coalition prétendent vouloir améliorer le taux d'emploi.

Le contre-rapport met fortement en doute le risque d'un emballement de la dette et voit dans le discours alarmiste du gouvernement une manière de cacher la nature idéologique de ses choix politiques.

Le risque d'un emballement de la charge de la dette par un effet boule de neige semble hautement improbable. La charge d'intérêts (à la différence de ce qui s'était passé dans les années quatre-vingt et nonante) est historiquement basse, de même que les taux d'intérêt dont bénéficie la FWB. Les prêts encourus par la FWB sont par ail-

leurs à taux fixes et les encours ne devront être renouvelés que très progressivement. Le contre-rapport considère que le narratif alarmiste du gouvernement repose sur un certain nombre de présupposés que pour leur part, les experts de la CNE contestent.

1. Voir *Éduquer* n° 197, p. 7-9
2. Clarisse Van Tichelen et Etienne Lebeau, Contre-rapport sur la dette publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles, 27/11/2025, www.econospheres.be
3. www.econospheres.be/Contre-rapport-sur-la-dette-publique-de-la-Federation-Wallonie-Bruxelles, p. 6



ORIENTATION: COMMENT TROUVER SA VOIE?

«Connais-toi toi-même», inscrite sur le temple de Delphes, cette sentence guidait les pérégrinations des Grecs antiques. Nietzsche en fera plus tard: «Deviens qui tu es.» Aujourd'hui, les élèves cherchent leur fil d'Ariane dans le dédale des choix scolaires. Mais la sortie du labyrinthe, la trouvent-ils par leurs propres forces ou y sont-ils guidés malgré eux par leur origine sociale? L'orientation est-elle un choix libre ou le résultat de contraintes intériorisées? Entre témoignages d'élèves, paroles de conseillères et éclairages de chercheur-euses, ce dossier explore cette question existentielle.

En Belgique francophone, plus de 150 options existent dans le secondaire. Une démultiplication des possibles qui peut autant émanciper que déboussoler. D'autant que ces choix fonctionnent parfois comme des mécanismes de relégation sociale. Le projet de réforme introduisant des options orientantes dès la troisième secondaire cristallise ces inquiétudes: l'orientation risque de se transformer en tri précoce.

L'enseignement supérieur connaît lui aussi de profondes mutations: décret paysage, hausse du minerval, autant de réformes qui accentuent l'angoisse du bon choix. Dans les campus, beaucoup tâtonnent, se réorientent et parfois abandonnent. Le témoignage d'Alice révèle comment un parcours singulier peut éclairer les mécanismes généraux de l'orientation, où les errances du présent se relisent au passé comme un cheminement nécessaire.

Des conseillères d'orientation partagent leur quotidien, travaillant dans l'étroit périmètre entre déterminisme mécanique et liberté absolue. Deux chercheur-euses livrent les résultats d'une étude wallonne qui bouscule les idées reçues: se former à un métier en pénurie ne garantit ni insertion rapide ni stabilité.

En misant sur l'éducation comme levier social, la Ligue de l'enseignement plaide pour une orientation véritablement émancipatrice, qui permettrait à chacun-e de trouver son propre Orient, sans que cet horizon soit voilé par son origine sociale. Car si les déterminismes écrivent des partitions, l'école peut donner à chacun-e les chances d'y jouer sa propre mélodie.

Timothé Fillon, secteur communication

Réforme de l'orientation: guider ou trier?

La Belgique a un des systèmes scolaires les moins égalitaires d'Europe. L'orientation y rime souvent avec relégation. Pour aplanir ces inégalités, un plan avait été imaginé il y a plus de dix ans. Aujourd'hui, le gouvernement MR-Les Engagés prévoit d'introduire dès la troisième secondaire huit heures hebdomadaires d'orientation, organisées sous forme d'options certifiantes. En séparant les élèves dès 14 ans, ne risque-t-on pas de réintroduire précisément le tri social qu'on voulait combattre?

À 15 ans, Marc Romainville voulait être pompier. Aujourd'hui docteur en sciences de l'éducation et un des pères du tronc commun, il raconte cette anecdote avec ironie. «*Je l'avais glissé un jour en plaisantant à la ministre de l'Éducation*», confie-t-il. «*C'est aussi absurde que de penser qu'un enfant de 5^e primaire sait déjà qu'il sera boulanger*», lance-t-il en écho à une déclaration de la ministre.

L'enjeu dépasse la boutade. Le gouvernement MR-Les Engagés vient de valider en première lecture un avant-projet de décret portant sur la première année secondaire. Il prévoit notamment d'accorder plus de place à l'orientation des élèves. Ce projet fait grincer des dents ceux qui ont porté le tronc commun, censé justement retarder les choix d'orientation pour lutter contre les inégalités scolaires.

Est-ce que les activités d'accompagnement prévues dans le Pacte pour un Enseignement d'excellence se sont dévoyées en options orientantes? Comment éviter que ces choix précoces ne reproduisent le système de relégation qui envoie massivement les élèves en difficulté vers le qualifiant?

Huit périodes d'orientation par semaine en troisième

Le texte n'est pas définitif et pourra encore être modifié lors de la concertation, par l'avis du Conseil d'État ou durant le débat parlementaire. Mais en voici la substance. Dès la première secondaire, deux journées de découvertes seraient organisées pendant les jours blancs. Les élèves y exploreraient des entreprises, ateliers ou institutions publiques. En deuxième, 32 périodes d'activités orientantes s'ajouteraient au programme annuel, soit huit demi-journées consacrées à des stages courts, visites ou conférences.

C'est en troisième secondaire que s'opère le tournant: «l'orientation devient le cœur de la formation». Huit périodes hebdomadaires lui seraient consacrées. Les élèves choisiraient deux domaines de quatre périodes parmi trois voies possibles: transition, qualifiante, ou polyvalente (mariant les deux). Chaque établissement devrait

garantir l'accès à au moins deux de ces voies. Ces choix, certifiants, ne détermineront pas formellement l'accès aux filières de quatrième secondaire, mais les compétences acquises seraient «valorisées» si l'élève poursuit son cursus dans le même domaine.

Cette année serait clôturée par la défense orale du «projet d'orientation», sur base du «carnet d'orientation», des productions et des expériences. Une façon de «donner du sens à la suite du cursus, tout en responsabilisant les jeunes dans leurs choix», selon une note de travail.

«Ce n'est pas de l'orientation, c'est du tri»

Le choix d'options en troisième et leur «valorisation» en quatrième inquiètent la plupart des intervenant·es sollicité·es. Ils et elles y voient un retour au système d'options. Un contre-pied au tronc commun, ce parcours unique jusqu'en troisième secondaire censé réduire les inégalités scolaires. Le risque d'isoler les élèves et de renforcer le cloisonnement qu'il cherchait à déconstruire.

Pour Marc Romainville, la confusion est totale. «*Introduire un système d'options en troisième, ce n'est pas de l'orientation, c'est du tri et de la sélection*», tranche-t-il. «*Ce que Madame Glatigny a fait n'a pas grand-chose à voir avec l'orientation. C'est la réintroduction d'options. Et pire encore: c'est l'attribution d'une voie unique aux élèves selon les options qu'ils choisissent.*»

Le député socialiste Martin Casier partage cette critique: «*Dans la logique du tronc commun, les activités orientantes existaient déjà. La différence fondamentale, c'est que l'ensemble des élèves avait les mêmes cours. Ces activités n'étaient pas vécues dans un espace de ségrégation par choix d'options, mais bien dans un espace commun.*»

Avec la réforme, cette mixité risque de disparaître. «*Les activités orientantes vont être organisées sous forme d'options, donc littéralement sous forme de choix qui séparent les élèves*», déplore le vice-président du PS bruxellois. Un retour aux filières séparées qui en Belgique francophone a toujours fonctionné comme un mécanisme de relégation sociale.



«Les activités orientantes vont être organisées sous forme d'options, donc littéralement sous forme de choix qui séparent les élèves»

Martin Casier, vice-président du PS bruxellois

L'approche québécoise dévoyée

C'est sur ce point précis que le gouvernement opère une rupture idéologique. L'orientation, à l'instar de la créativité ou de l'esprit critique, était au cœur des disciplines transversales de la première mouture du Pacte. Inspirée par «l'approche orientante» développée au Québec depuis les années 1980, celle-ci visait à intégrer l'orientation dans l'ensemble des disciplines scolaires, sans séparer les élèves. Jean-François Perron, chercheur à l'Université Laval (Québec) a contribué à développer cette approche. Il prend la métaphore d'un sachet de thé qui s'infuserait dans tous les cours: «L'objectif est double: donner plus de sens aux apprentissages et aider les jeunes à

construire progressivement leur parcours scolaire et professionnel».

Frédéric Nils, professeur à l'UCLouvain et spécialiste de l'orientation scolaire, contextualise l'approche orientante: «L'idée, c'est d'utiliser la matière que l'on doit enseigner pour améliorer les connaissances que les jeunes ont à l'égard des différents métiers». Le chercheur prend l'exemple des mathématiques. Un professeur travaille sur les volumes et fait calculer à ses élèves celui d'un parallélépipède. Après avoir jonglé avec les mesures, il peut les amener à analyser les formes des pièces de l'école, puis leur faire réaliser que connaître le volume d'une pièce permet de déterminer la puissance nécessaire des radiateurs pour la chauff-



© Lara Herbinia - ULB - Campus du Solbosch

fer. L'occasion est alors toute trouvée pour parler du métier de chauffagiste, qui utilise précisément ces calculs au quotidien. «De cette manière, l'enseignant ne se contente pas de transmettre sa matière: il tisse des liens concrets entre les concepts mathématiques et les professions qui s'en servent réellement.»

Dans cette logique, tous les élèves suivent les mêmes cours et découvrent ensemble différents univers professionnels, sans être orientés vers une filière particulière. «L'idée est de permettre aux jeunes de faire un choix vers des filières d'étude en étant plus matures: plus matures parce que plus âgés, mais aussi parce que mieux informés», développe le chercheur, qui a participé aux premiers travaux du tronc commun il y a plus de dix ans. «On ne peut pas choisir ce que l'on ne connaît pas», résume-t-il.

La réforme Glatigny s'éloigne de cette philosophie, dénoncent ses critiques. En créant des options dès la troisième secondaire, elle transforme les activités orientantes en mécanisme de séparation précoce. Pour Marc Romainville, c'est une trahison de l'esprit québécois: «Ce que Madame Glatigny a fait n'a pas grand-chose à voir avec l'orientation. C'est la réintroduction d'options. Et pire encore: c'est l'attribution d'une voie unique aux élèves selon les options qu'ils choisissent».

Orientation ou relégation?

Interrogé sur l'orientation scolaire en Belgique francophone, le Canadien Jean-François Perron ne mâche pas ses mots: «La faible perméabilité des filières et la précocité des choix sont extrêmement risquées. Au re-

gard de ce que l'on sait du développement cognitif des jeunes de 14-15 ans, demander des choix aussi structurants est problématique».

Des choix qui, en plus d'être précoces, n'en sont pas toujours. «Le grand drame dans les écoles, c'est que c'est de l'orientation par résultat», rapporte le service Orientation d'Infor Jeunes Bruxelles. La mécanique est grinçante: en Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est majoritairement le conseil de classe qui oriente. Sur base des résultats de l'élève, il émet un avis: admission sans restriction, admission avec restrictions, ou redoublement. Général, transition ou qualifiant.

Un fonctionnement qui trouble la distinction entre orientation et sélection scolaire. Et qui fait dire à certains que «le général exporte ses échecs, le qualifiant les importe». Ce modèle place la Fédération Wallonie-Bruxelles en tête du podium des inégalités scolaires européennes. Sur les 11 000 jeunes qui quittent chaque année le secondaire sans diplôme, 80 % viennent du qualifiant.

C'est précisément pour briser ce système de relégation que le tronc commun avait été instauré en 2017: retarder les choix structurants pour donner à tous les mêmes bases. «Plus l'école impose ce choix tôt, plus les élèves issus de milieux défavorisés sont pénalisés», rappelle-t-on dans les rangs de l'opposition.

Une application inégale selon les écoles

Dans la nouvelle réforme, chaque établissement doit garantir l'accès à au moins deux des trois voies, mais toutes ne sont pas obligées d'organiser tous les modules. «On voit bien qu'une école initialement qualifiante

va offrir des options liées au qualifiant», observe Marc Romainville. Si un élève souhaite suivre un domaine non proposé par son école, il peut proposer lui-même un partenariat avec un autre établissement. En cas de refus, le chef d'établissement doit motiver sa décision. «C'est donc à un élève de 15 ans de proposer un partenariat à son école? On croit rêver», s'insurge le professeur ordinaire émérite de l'Université de Namur.

Au-delà de ces inégalités structurelles, la réforme mise lourdement sur des enseignants largement non préparés. «Quand je parlais d'orientation à mes étudiants en agrégation, ils étaient plutôt sceptiques», se souvient Marc Romainville. «Ils se vivent de plus en plus comme des spécialistes de discipline. L'accompagnement à l'orientation, pour eux, c'est le job des parents ou des Centres psycho-médico-sociaux.»

Or, la plupart n'ont pas les connaissances nécessaires pour ce nouveau rôle. Des formations sont certes prévues via l'Institut Inter-Réseaux de Formation Continue, mais la rentrée 2026 approche à grands pas. Frédéric Nils, qui a développé un certificat pour former les enseignant-es à l'orientation, souligne la complexité de ce type d'accompagnement: «Il n'y a pas que ce qui se passe en classe. Il y a également toute une coordination à imaginer avec la direction, les parents et des partenaires extérieurs». Un défi de taille pour un corps enseignant qui n'a jamais été formé à cette mission.

Vers une rupture du Pacte?

Au-delà des critiques pédagogiques, c'est tout l'équilibre politique du Pacte qui vacille. Pour Bénédicte Linard, présidente du groupe Ecolo, la ligne rouge est franchie: «Le tronc commun est considéré comme un des meilleurs outils pour lutter contre les inégalités scolaires. Dès que les activités orientantes deviennent des options qui séparent les élèves et produisent des choix irréversibles, il y a un problème».

Martin Casier pointe une évolution politique significative: «Les Engagés étaient jusqu'à présent complètement alignés avec le PS sur cette question, puisque c'était l'héritage du Pacte. C'est cette digue-là qui cède». Le député rappelle que lors de la précédente législature, le MR s'opposait déjà à la logique progressive du tronc commun en plaidant pour le limiter à la troisième secondaire.

Cette tension révèle un vieux clivage pédagogique. D'un côté, le modèle «adéquationniste» mise sur une spécialisation précoce pour adapter rapidement les élèves

aux besoins du marché. De l'autre, le modèle «universaliste» privilégie une formation commune prolongée, gardant toutes les portes ouvertes et les parcours réversibles. L'ironie, rappelle Marc Romainville, est que le tronc commun et son approche de l'orientation visaient précisément à dépasser ce clivage.

Reste maintenant à voir si la concertation, l'avis du Conseil d'État et le débat parlementaire permettront d'infléchir le texte. Pour l'opposition, la réforme risque de transformer en contrainte ce qui devait rester une exploration. La rentrée 2026 approche, et avec elle, un tournant potentiellement décisif: l'école belge francophone saura-t-elle enfin conjuguer orientation et égalité des chances?

En première secondaire: fin des options, renforcement des bases communes

Les quatre heures d'options actuelles (latin, sciences éco, maths renforcées, sport, théâtre, pratique professionnelle...) disparaissent. À la place: 6 heures de français/langues anciennes (au lieu de 5), 5 heures de maths (au lieu de 4), 4 heures de langue moderne, 4 heures de formation historique-géographique-économique-sociale, 3 heures de sciences, 2 heures d'éducation culturelle et artistique (au lieu d'une).



Plus de numérique en première secondaire:

Sur les 3 périodes de FMTTN (formation manuelle, technique, technologique et numérique), deux devront être entièrement consacrées au digital, incluant l'intelligence artificielle.



©Steven Weirather - Pixabay.com

Conseiller l'orientation: accompagner sans imposer

Entre influences familiales, pressions sociales et méconnaissance du monde professionnel, les adolescent·es peinent souvent à se projeter dans un avenir. Des conseillères d'orientation développent des méthodes pour aider ces jeunes à construire leur propre chemin. Immersion dans un accompagnement qui mise sur l'autonomie plutôt que sur la prescription.

Katy Latran déploie sur une grande feuille l'arbre généalogique professionnel d'une adolescente de 14 ans. Trois générations de femmes sans activité professionnelle. Comment se projeter dans un métier quand aucun modèle familial n'existe? Cette scène illustre l'un des défis majeurs de l'orientation scolaire: aider des jeunes à construire leur avenir professionnel lorsque les pères font défaut.

Créer le pont entre connaissance de soi et découverte du monde professionnel

S'orienter, c'est trouver l'équilibre entre la connaissance de soi et la découverte des possibilités qui s'offrent. C'est ainsi que Florence Pinte, coordinatrice du service Orientation d'Infor Jeunes Bruxelles, définit sa mission: «Notre rôle, c'est de faire le pont entre ces deux aspects.»

Bien qu'elle insiste sur la diversité des profils, la psychologue de formation accepte de décrire un parcours type. À partir de 15 ans, les jeunes sont aiguillés vers le service d'orientation sur conseil des Centres psycho-médico-sociaux, de leurs parents ou des CPAS. La première rencontre vise à établir un lien de confiance, condition sine qua non d'un accompagnement efficace. «Le premier rendez-vous consiste à demander à la personne de décrire son parcours, ce qu'elle aime et ce qu'elle fait en dehors de l'école. Notre rôle est de poser des questions ouvertes pour qu'elle se sente à l'aise et puisse s'exprimer librement, tout en exposant notre

methodologie.» Les échanges peuvent toucher à l'intime, mais le jeune reste libre de ses réponses. Après cette phase d'introduction, l'objectif est de l'amener à devenir acteur de ses propres choix.

Cartographier l'ancrage familial et identifier les forces

Comme Florence Pinte, Katy Latran a développé une méthodologie rigoureuse. Travaillant pour le Service de Prévention du Décrochage scolaire de Bruxelles (asbl Bravvo), elle accompagne des jeunes Bruxellois, souvent issus de milieux défavorisés. Son processus s'étale sur quatre à cinq séances d'une heure et demie et commence par le parcours du jeune: «Il s'agit de prendre conscience de son ancrage familial, de ses racines, de ce qui pourrait influencer les choix, même de manière inconsciente.»

Après la trajectoire de vie, la question du projet parental est posée au jeune. Qu'est-ce qu'il pense que ses parents voudraient qu'il devienne? «Il n'est pas nécessaire de le vérifier auprès des parents. C'est ce que la personne a interprété qui est agissant en elle.» Cette projection peut alourdir les choix de manière silencieuse. L'exercice se poursuit avec l'élaboration d'une ligne de vie retraçant les moments marquants du parcours scolaire, les passions, les événements familiaux. «Avec les adolescents, quand on construit cette ligne de vie, énormément de matière émerge. Ils expriment davantage parce qu'ils disposent d'un support visuel».

Des outils issus de la psychologie positive sont ensuite mobilisés: cartes sur les forces personnelles, questionnaire sur les intelligences multiples. Le travail consiste à aider à faire des choix en fonction de qui l'on est véritablement, et non de qui l'on croit devoir être. L'approche des intelligences multiples permet de renverser le regard porté sur soi. «L'école valorise deux formes d'intelligence, alors qu'il en existe huit. Ce qui peut paraître arbitraire», souligne Katy Latran. De quoi revaloriser des jeunes qui se considèrent comme de «mauvais élèves» alors qu'ils excellent dans des domaines non reconnus par l'institution scolaire.

Des outils pour élargir le champ des possibles

Un des outils de prédilection de Katy Latran s'appelle *Explorama*. Quarante-huit planches comportant chacune quatre images représentant des environnements de travail. Non pas des métiers précis, mais des univers. «On ne pose pas la question du métier. Où est-ce que je me sentirais bien pour travailler? Cela enlève la pression du «il faut faire des études générales».»

Du côté d'Infor Jeunes Bruxelles, Florence Pinte propose également un dispositif d'orientation expérientielle. Pendant deux jours, les jeunes testent leurs intérêts: monter un meuble pour évaluer l'intérêt manuel, se mettre dans la peau d'une agence de publicité pour le créatif, programmer des robots pour le scientifique. Au-delà des outils individuels, le travail passe aussi par des exercices collectifs. Son équipe a développé un jeu sous forme d'assis-debout: l'animateur·ice énonce les critères d'un métier mystère, et dès qu'un critère ne correspond pas aux attentes d'un jeune, celui-ci s'assoit et ne peut plus se relever. Certain·es découvrent avec surprise être restés debout pour un métier auquel ils n'avaient jamais pensé.

Déconstruire les évidences

Ce travail de déconstruction a toute son importance devant l'emprise des réseaux sociaux. Sur TikTok et Instagram, les jeunes sont exposés à un discours centré autour du luxe et l'argent rapide. Ces influences numériques s'ajoutent à la tentation de se tourner vers l'intelligence artificielle pour obtenir des réponses rapides. Face à ces raccourcis, Florence Pinte souligne la dimension irremplaçable de l'accompagnement humain: «Nous nous adaptons vraiment à chaque personne. Nous arrivons à identifier ce dont le jeune a besoin, sans qu'il ait besoin de le formuler explicitement».

«Le travail consiste à aider à faire des choix en fonction de qui l'on est véritablement, et non de qui l'on croit devoir être.»



© Annie Spratt - Unsplash.com

«Elles accompagnent des choix dans un système qui peut avoir déjà choisi pour les jeunes. C'est dans cet étroit espace entre contraintes et possibilités que leur métier prend tout son sens.»



Face à un adolescent de 17 ans qui aspire à devenir footballeur professionnel, Katy Latran ne brise pas le rêve. «Je l'interroge: qu'est-ce que tu mets en place pour y arriver? Qu'est-ce qu'il faudrait? Et si ça ne fonctionne pas, réfléchissons à un plan B. L'idée n'est pas de lui dire qu'il n'y arrivera pas».

Mais au-delà de ces influences, la réalité sociale imprime aussi sa marque dans le chemin de l'orientation. Le public de Nota Bene en témoigne. «Nous accueillons plutôt des jeunes issus de milieux défavorisés. Beaucoup sont orientés par le CPAS», explique Katy Latran. Des familles qui ne maîtrisent pas toujours le français, perdues dans la complexité du système belge. «Il y a des moments où nous faisons appel aux juristes de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour démêler les situations».

Ici encore plus qu'ailleurs, le rôle des parents s'avère décisif. «Quand les parents soutiennent ce processus, généralement il aboutit», constate Florence Pinte, qui travaille elle aussi prioritairement avec des jeunes issus de milieux défavorisés.

L'engagement des deux professionnelles ne voile pas leur lucidité: leur travail se heurte parfois à des réalités structurelles qui dépassent les bonnes volontés individuelles. Elles accompagnent des choix dans un système qui peut avoir déjà choisi pour les jeunes. C'est dans cet étroit espace entre contraintes et possibilités que leur métier prend tout son sens.

Apprendre à se poser les bonnes questions

Florence Pinte et Katy Latran partagent une même éthique professionnelle, qu'elles érigent en credo: ne jamais donner leur

avis personnel. «Ça peut parfois être difficile», confie Florence Pinte. Le jeune reste l'expert de sa propre vie. «C'est lui qui se connaît le mieux. Nous, on est une béquille».

Leur objectif n'est pas d'imposer un «bon choix», mais de permettre un choix éclairé. Si un jeune opte pour un métier parce qu'il rapporte de l'argent et que son but est d'aider sa famille, c'est légitime. L'essentiel est qu'il comprenne les raisons de son choix.

Certains reviennent pour remercier, parfois avec des chocolats. Ces signes de reconnaissance témoignent de la valeur d'un accompagnement qui mise sur l'autonomie. Car l'objectif n'a jamais été de leur donner des réponses toutes faites. «Aujourd'hui, les gens se réorientent en permanence», rappelle Florence Pinte. Comme ces jeunes sans modèle familial qui repartent avec la conviction de pouvoir écrire leur propre histoire, tous ont appris quelque chose d'essentiel: non pas la bonne réponse, mais comment se poser les bonnes questions.

Au salon de l'orientation, dans les allées du choix

Chaque année, des milliers d'élèves arpentent les salons d'orientation à la recherche d'un avenir épanouissant. Un jeu de piste où la multiplication des possibles peut désorienter. Entre témoignages d'élèves, paroles de conseillers et éclairages sociologiques, une question guide la traversée: l'orientation est-elle vraiment un choix libre ou le résultat de contraintes sociales intériorisées?

«Est-ce qu'on peut marcher sur la grue?» Un groupe de jeunes filles se passe un casque de réalité virtuelle. Les rires fusent. «Certains sont là juste pour la VR», soupire la tenancière, emmitouflée dans une chasuble étiquetée «Nous construisons demain». À côté, un adolescent se fige. Casque vissé sur les tempes. Devant ses yeux défile une vidéo en 360° d'un chantier. L'immersion est totale, on sent presque le vent. Au-dessus du vide virtuel, une vocation prend racine.

L'orientation version XXI^e siècle passe donc aussi par la simulation. Pourtant derrière les écrans, l'angoisse reste bien réelle. Pour nous guider dans ce salon, nous avons rencontré Erwan Lehoux. Doctorant de l'Université Paris 8, il consacre sa thèse aux politiques d'orientation et à leurs effets sur les élèves. Selon ses recherches, ces outils immersifs ne résolvent pas le problème de fond. Plus globalement, le sociologue pointe un paradoxe: on répète aux élèves qu'ils ont le choix, qu'il faut choisir, sans leur donner pleinement les moyens d'y répondre. Une injonction qui renforce les angoisses plus qu'elle ne les apaise. «Pour certains, le projet ressemble à un itinéraire Google Maps avec chaque étape définie.» Pour d'autres, il consiste à serpenter dans les mirages de «l'infinie quête de soi»: «Il s'agirait de découvrir ce qui correspond vraiment à l'élève.» Un cheminement illuminé par la recherche de ses «motivations profondes» ou la connaissance de sa «personnalité vraie».

«J'ai toujours cette peur de faire le mauvais choix»

Claire, 18 ans, élève de sixième secondaire, déambule entre les stands. «Je suis ici pour trouver mon futur métier», dit-elle, dépliant à la main. «Quelque chose qui me correspond vraiment, qui me parle». Avant d'ajouter, avec une pointe d'hésitation: «Je pense faire kiné. C'est un métier humain. Être au contact des gens, pouvoir les aider.»

À sa droite, son amie Laura hoche la tête. Elle se projette dans l'immobilier. Entre les intérêts économiques, ses aptitudes personnelles, les débouchés et l'image du métier, la future vendeuse de maisons pèse chaque argument: «C'est un peu un mélange de tout. J'aimerais faire quelque chose qui me plaît, évidemment. Mais aussi avoir un revenu stable. Et ces deux idées ne vont pas toujours ensemble. Alors on fait des compromis.» Une pause. «En fait, on a toujours peur de ne pas savoir si finalement on va aimer ce qu'on a choisi. Si on a fait le bon ou le mauvais choix. Il y a tellement de choix.»

Cette angoisse du choix, Erwan Lehoux l'a observée auprès de la trentaine d'élèves qu'il a suivis pendant trois ans. Pourtant, elle n'a pas toujours hanté l'orientation. Le sociologue situe la rupture dans les années 1970-1980. L'école du tri, celle où les trajectoires s'imposaient d'en haut, s'efface alors au profit d'un nouveau régime: celui de l'individu et de son projet.

C'est l'époque où émergent de nouveaux acteurs: associations, entreprises privées, coaches. Ils



portent une critique: l'école serait trop rigide, trop disciplinaire. Elle ignorerait la singularité de chaque élève. À la place, ils valorisent la motivation personnelle, l'épanouissement, la découverte de soi. Des logiques venues du monde de l'entreprise qui font leur entrée dans les salles de classe. «Ces acteurs contribuent à construire un nouveau sens commun en matière d'orientation, analyse Erwan Lehoux. L'élève devient un acteur réfléchi, rationnel et calculateur de sa scolarité, pensée comme un investissement en capital humain.»

Ce qui relevait autrefois d'une orientation imposée devient un projet intime, une quête de soi. Mais le déterminisme social, lui, n'a pas disparu. Il s'est juste déplacé. «On laisse l'élève choisir, mais on fabrique le choix», résume le chercheur. Les élèves intériorisent les contraintes qui les déterminent pour les transformer en choix personnels.

Entre incertitudes et uniformes

Au milieu du salon, ces angoisses se heurtent à des réalités bien concrètes. Universités, hautes écoles, formations professionnelles, plus de 96 stands sont présents pour accueillir les 17 000 visiteurs et visiteuses. «Trois mois de préparation pour deux jours de salon», glisse Joséphine Mondry, conseillère et animatrice sociale pour ce salon. Depuis huit années, Joséphine a trouvé sa voie dans l'orientation. Et elle a vu les inquiétudes monter. Les préoccupations ont profondément évolué: le Covid d'abord, puis le chômage, les guerres. «On sent une vraie incertitude chez eux», observe-t-elle. À cela s'ajoute une nouveauté technologique: comment trouver la bonne information dans un flux continu, alors que l'intelligence artificielle vient encore bouleverser les repères?

Pendant que Joséphine Mondry dépeint avec nuance cette génération en devenir, un militaire traverse la salle. Un groupe d'adolescents le suit jusqu'au stand de la Défense, où la file s'allonge. Parmi les hommes en kaki, une femme. La lieutenant Lola, directrice du centre de recrutement de la Défense à Bruxelles, affiche un sourire satisfait: «Il y a vraiment beaucoup de monde.»

Le succès du stand ne doit rien au hasard. Lola le reconnaît avec une pointe de malice: «On reçoit aussi beaucoup de questions concernant la lettre.» Un courrier envoyé aux 150 000 jeunes Belges de 17 ans, les informant de la possibilité de s'engager pour une année de service militaire volontaire.

Le minerval s'invite au salon

En-deçà des choix de carrière, l'accessibilité même des études préoccupe. Au surlendemain de trois jours de grève dans les campus, l'augmentation du minerval plane sur le salon. Pull orange électrique et cheveux ondulés, une étudiante questionne les permanents du stand FGTB sur l'engagement syndical. «Nous organisons des conférences, des débats, des événements et même des vacances.», s'empresse de répondre un militant. Miguel Schelck, responsable du secteur jeunesse à la FGTB Jeunes Bruxelles, embraie: «C'est la première fois qu'autant

de jeunes viennent nous voir. Ils suivent de près ce qui se passe dans l'enseignement. Et ce qui les touche le plus, c'est l'augmentation du minerval.»

L'allée se poursuit. Chez les Jeunes Socialistes, Jonathan et Chloé terminent leurs sandwiches. Présidente des Étudiants Socialistes de l'ULB, Chloé juge l'augmentation du minerval «inquiétante». Un militant de Défi les rejoint depuis le stand voisin. Une partie de valet puant commence, la tête de Georges-Louis Bouchez en guise de valet.

La bataille politique ne se joue pas qu'avec des cartes. Juste à côté, au stand MR, le discours s'inverse: «Après tant d'années de gel, l'indexation du minerval est nécessaire.» Un jeune militant au look soigné acquiesce, appuyant sa responsable, elle-même tiraillée entre son passé d'enseignante et son engagement politique.

Le poids des inégalités: quand l'argent trace les chemins

À quelques pas du stand d'une école de l'enseignement technique de qualification, des drapeaux états-uniens laissent flotter un certain contraste. Le Santa Monica College affiche fièrement ses couleurs étoilées. «14.000€ l'année, c'est rien. Faut pas déconner! Tout le monde peut se le permettre.», explique d'une voix rauque la tenancière. Son collègue, pin's US épinglés à sa veste en tweed, captive des jeunes avec des promesses de campus californiens et de diplômes internationaux.

«Toutes les classes sociales ressentent de la pression», observe Erwan Lehoux, «mais pour des raisons différentes.» Les dédales du labyrinthe gagnent en profondeur avec l'éclairage du sociologue. Il constate que malgré l'apparente ouverture, les classes populaires s'orientent toujours dans les filières professionnelles, tandis que les classes supérieures dans les établissements les plus prestigieux. «Pour les classes populaires, le travail est un moyen, alors que pour les classes plus aisées, c'est une fin en soi», synthétise-t-il à gros traits. Une logique de prospection pour les uns, d'introspection pour les autres.

Comment s'opère cette reproduction sociale sous couvert de libre choix? La contrainte est la même, explique le chercheur, mais on demande désormais aux élèves d'anticiper ce qui se passerait s'ils forçaient un passage. Est-ce qu'ils ne se mettraient pas en échec? «Ce travail se fait très en amont, si bien que les décisions d'orientation paraissent beaucoup moins violentes. Ce n'est plus un refus sec à un moment donné, mais un refus largement travaillé, à tel point qu'une partie des élèves ne fait même pas la

demande de passer dans l'enseignement général, ou de viser une école hors de portée. L'autocensure a remplacé la sélection.»

Quand choisir devient une contrainte

Le sociologue décrit l'ancien système: «C'était imposé bien davantage. Il y avait même l'idée qu'on allait faire des tests psychotechniques pour voir quel profil avait le jeune, et en fonction du profil, on l'envoyait à tel endroit.» Aujourd'hui, ce n'est plus pensable. On redonne le pouvoir, en apparence du moins. Car dans la finalité, ça ne change pas grand-chose. On a juste renversé la charge. Faut-il pour autant revenir à l'ancien système d'orientation, qui imposait? Le chercheur ne le croit pas. «Mais en même temps, on n'a pas réussi à sortir de cette contradiction: faire en sorte qu'on laisse une certaine liberté tout en évitant que les gens s'angoissent.»

Le choix est souvent reconstitué après coup, conclut Erwan Lehoux: «Il dépend

d'énormément de concours de circonstances, de contraintes qui échappent complètement à l'individu. Mais on ne supporte pas de dire ça dans notre société où il faut avoir le choix, parce que c'est ça, la liberté.»

Dehors, sous une bruine froide, des grappes de jeunes s'écoulent. Des tote bags estampillés d'universités se balancent à leurs épaules. Certains repartent avec des réponses, d'autres avec encore plus de questions. Dans leurs sacs: des pliants, des flyers, des promesses d'avenir. Claire et Laura s'éloignent côte à côte. Kinésithérapeute, agent immobilier. Peut-être. Ou tout autre chose. L'avenir reste à écrire, et c'est peut-être là, précisément, que réside l'angoisse.

«C'est la première fois qu'autant de jeunes viennent nous voir. Ils suivent de près ce qui se passe dans l'enseignement. Et ce qui les touche le plus, c'est l'augmentation du minerval.»

Miguel Schelck, responsable du secteur jeunesse à la FGTB Jeunes Bruxelles

La hausse du minerval

Après treize ans de gel à 835 euros, le minerval universitaire passera à 1.194 euros en 2026. Selon les prévisions du gouvernement MR-Engagés, la mesure toucherait 58 % des 130 000 étudiant-es de la FWB et devrait rapporter 50 millions d'euros. Élisabeth Degryse, ministre de l'enseignement supérieur, prévoit quatre tarifs:

- 0 € pour les boursier-ères (22 % des étudiant-es)
- 374 € pour les conditions modestes (objectif de 10 % des étudiant-es)
- 835 € (10 % des étudiant-es)
- 1 194 euros (58 % des étudiant-es)

Pour 40.000 personnes: «La hausse du minerval c'est non!»

Pour la Fédération des Étudiant-es Francophones (FEF) et les 40 000 signataires de leur pétition contre la hausse du minerval, il s'agit «d'une décision injuste, antisociale et dangereuse pour des milliers d'étudiant-es et leurs familles déjà en difficulté.» Une mesure qui selon eux ne peut qu'aggraver «la précarité étudiante, exclure encore plus de jeunes de l'enseignement supérieur et frapper de plein fouet la classe moyenne, qui ne bénéficie ni des bourses ni des réductions.»



Timothé Fillon, secteur communication

Pourquoi les jeunes décrochent des études supérieures?

Un étudiant sur cinq abandonne sa première année dans l'enseignement supérieur. Une fausse route collective qui coûte autant à la collectivité qu'aux jeunes. Alors que se durcissent les conditions de finançabilité et que le minerval augmente, ces décrochages interrogent. Problème d'orientation ou fracture sociale? Alice en est à sa troisième tentative. Son parcours éclaire les rouages d'un système qui transforme la quête d'une voie en course d'obstacles.

Le 1^{er} décembre 2024, à neuf heures du matin, Alice pousse la porte du secrétariat de l'IHECS. Les yeux cernés, elle tient entre ses mains le document d'abandon daté du 30 novembre. Signé dans la nuit. «Bonjour, mon papier date du 30, j'abandonne, au revoir.» Ça passe de justesse.

Dehors, Bruxelles est grise. Alice sort avec dans la poitrine quelque chose qui ressemble à du soulagement, mais qui a le goût amer de l'échec. Elle vient d'abandonner sa première année d'études supérieures. Selon un rapport de l'OCDE, cette décision est prise par plus d'un étudiant de la Fédération Wallonie-Bruxelles sur cinq au cours de leur première année. Pour aider à mieux comprendre ce phénomène, Alice a accepté de livrer son parcours académique. Quand elle se confie, elle joue avec ses bagues, celles qu'elle fabrique elle-même. Artiste dans l'âme, elle se rêve maintenant autrice. Une vocation qui succède à l'événementiel puis à la mode. Ses mots sont déjà affinés, comme les perles qu'elle enfila à ses colliers: «Se dire qu'on va se réveiller un matin et savoir exactement ce qu'on veut faire le reste de notre vie, c'est le concept le plus débile de l'histoire.»

Première tentative

En 2024, Alice termine ses secondaires à l'Institut Technique René Cartigny, en section informatique. «Je n'ai vraiment pas réfléchi à ce que j'allais faire jusqu'à juin de ma 6^e année», se remémore-t-elle. En classe, aucune animation n'est organisée. «On ne m'a pas donné les outils pour me décider, moi je ne suis pas allée les chercher non plus.»

«Et toi, tu vas faire quoi l'année prochaine?» À

peine entonné, le refrain commence déjà à agacer. Cette dernière année est compliquée. La distance entre son domicile et son école la force à se réveiller aux aurores, mais l'aube n'apporte jamais vraiment la lumière. Une histoire d'amour compliquée, l'apparition de crises d'angoisse et de chutes de tension à répétition s'empilent à la prise de conscience de son trouble de l'attention. Encore en pleine recherche sur elle-même, il lui faut trouver sa voie. «Choisir mes études, ce n'était pas juste une question de discipline. La vraie question, c'était: vais-je trouver ma place dans la société?»

À la dernière minute, elle penche pour la communication avec dans le viseur un master en événementiel. Elle adore organiser des choses, comme son exposition de fin d'année qu'elle raconte avec des étoiles dans les yeux. Pour le sociologue Joël Girès, observateur des inégalités sociales dans l'enseignement supérieur, Alice n'est pas un cas singulier: «Les établissements déjà en difficulté scolaire sont aussi ceux qui délaissent le plus l'orientation. Ces élèves font face à une double injustice.» Alice sort d'une école à indice socioéconomique faible, qui n'a pu lui fournir cette préparation. «Dans un système où tout semble accessible, le choc sera brutal, poursuit le sociologue. Le mirage de la liberté est total: toutes les portes s'ouvrent, mais combien peuvent vraiment en franchir le seuil?»

Le choc de l'auditoire

Premier jour dans le supérieur. L'auditoire débordé. Anxieuse, Alice peine à trouver sa place parmi les centaines d'étudiant-es. «Je tremblais, j'avais des bouffées de chaleur, je devenais rouge», se souvient-elle. Le deuxième jour, elle arrive en

«Se dire qu'on va se réveiller un matin et savoir exactement ce qu'on veut faire le reste de notre vie, c'est le concept le plus débile de l'histoire.» Alice, 19 ans.



retard et reste plantée devant l'auditoire, incapable d'entrer.

Elle persiste, se force à dépasser ses peurs. Mais les cours ne l'intéressent pas. Alice voulait l'émulation de l'événementiel, elle marine dans des cours de philosophie, d'économie, de droit. Les grands amphithéâtres plongent ses premières journées d'automne dans une grisaille impersonnelle.

Mikaël De Clercq, professeur invité à l'UCLouvain et expert sur la réussite étudiante pour l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur est spécialisé dans la transition entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Le fossé qui se creuse entre le métier rêvé et l'expérience concrète, il le qualifie de « choc de la transition »: *« On voit des étudiants très bien positionnés sur leurs aspirations professionnelles, mais totalement démunis face à la réalité concrète de leurs études. Ils ont fantasmé l'enseignement supérieur, la réalité est tout autre. »*

Pour l'éviter, le chercheur préconise d'aller dans les auditoriums pour s'y faire une idée plus précise du programme. *« Tous ces éléments doivent peser dans la balance autant que l'objectif professionnel. Sinon, la motivation s'effondre face à des années de cours déconnectés de ses aspirations. »* Il synthétise une transition réussie vers le supérieur en trois piliers: les compétences adaptées, une

motivation robuste, et des attentes réalistes.

Génération fantôme

29 novembre 2024. Alice fête l'anniversaire d'une amie. Entre deux bières, le hasard amène la conversation sur l'abandon des cours. Deux amis lui débattent avoir arrêté leurs études de droit. La confiance produit un déclic et autorise Alice à envisager d'arrêter son année à l'HIECS. Le décret paysage, qui impose une date limite au 1^{er} décembre pour que l'abandon ne compte pas comme échec, accélère tout. In extremis, elle arrive à officialiser son abandon. *« Au lieu de pouvoir prendre le temps, j'ai dû me dépêcher. »*

Des cas comme celui d'Alice et de ses amis, Mikaël De Clercq en observe de plus en plus depuis le COVID. Il parle d'une « crise d'assiduité »: les auditoriums se vident, les étudiant-es fantômes se multiplient. *« Quand on présente aux jeunes une société vouée au chaos climatique, à la récession, à la précarité, difficile de se projeter. Or, la transition vers le supérieur exige précisément qu'ils se positionnent comme futurs adultes et définissent leur place dans la société. Dans un monde sans horizon, c'est de plus en plus compliqué. »*

Mariane Frenay, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UCLouvain, y voit une transformation de la repré-

La massification universitaire, une démocratisation en trompe-l'œil

Entre 2014 et 2021, le nombre d'étudiants inscrits à l'Université libre de Bruxelles a bondi de 30 %. Mais cette « démocratisation » cache une réalité plus complexe: de plus en plus de jeunes s'orientent vers l'université par défaut, poussés par un marché du travail qui exige désormais un diplôme supérieur pour des emplois autrefois accessibles sans. À tâche égale, les diplômes induisent des rémunérations différentes: difficile, dans ce contexte, de ne pas viser l'université.

« L'université n'est pas devenue plus démocratique, décrypte le sociologue Joël Girès. Elle a juste ouvert ses portes à davantage d'étudiants issus de milieux modestes, sans leur donner les moyens de réussir. L'institution universitaire contribue ainsi à transformer les inégalités sociales en inégalités académiques. »

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans son enquête menée auprès de plus de 3 000 étudiant-es de l'ULB, le chercheur établit une corrélation implacable: plus les privations matérielles sont importantes, plus les résultats académiques chutent. L'écart de moyenne atteint 3,8 points entre les étudiant-es ne déclarant aucune privation (13,1/20) et ceux en subissant au moins cinq (9,3/20). Mais la reproduction des inégalités ne s'arrête pas là: Joël Girès identifie également un phénomène proprement ethnoracial, où à niveau socio-économique égal, des disparités persistent.

«Aujourd'hui, tous les jeunes ne se définissent plus d'abord comme étudiants. Ils se voient comme jeunes qui font des études, certes, mais continuent à s'investir dans plein d'autres sphères de leur vie.»

Mariane Frenay, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UCLouvain.

sentation qu'ont les élèves de leurs études: «Aujourd'hui, tous les jeunes ne se définissent plus d'abord comme étudiants. Ils se voient comme jeunes qui font des études, certes, mais continuent à s'investir dans plein d'autres sphères de leur vie.»

Halte: dans le creux des rails

Décembre 2024. Après avoir triomphé du sprint administratif, Alice ne fait plus «rien». Ou plutôt, elle fait tout ce qui la nourrit. Elle passe ses journées seule: ses parents travaillent, son frère est en Australie. «Je faisais beaucoup de bijoux. J'écrivais, je dessinais.» Un temps à soi, pour prendre soin d'elle.

Depuis une année, elle travaille comme étudiante pour Mini-Europe. Un job qui la passionne: «être payée pour peindre, c'est le rêve». Pour conserver son statut qui lui donne accès à son travail, elle écume le site de la Cité des Métiers pour trouver des formations en promotion sociale. J'ai un peu modifié ce passage: De février à juin, elle jonglera entre des cours d'informatique, de gestion et de néerlandais. À cela s'ajoutent les scouts et Mini-Europe, un week-end sur deux. Le rythme lui convient: des cours du soir, des petites classes d'une vingtaine de personnes et l'absence de pression matinale.

Deuxième tentative

Été 2025. Alice part en camps scouts. Entre tentes et feux de camp, elle continue à se chercher. Elle voulait faire théâtre, mais les dates d'inscription aux examens d'entrée sont déjà passées. Fin août, elle trouve une piste: stylisme à la Haute École Francisco Ferrer.

Septembre arrive. Les petites classes remplacent les amphithéâtres bondés. De la pratique, du concret. Après l'Ihecs, c'est un soulagement. Mais dès les premières semaines, une petite voix se fait entendre. Les cours défilent trop vite. Le projet de décembre ne l'accroche pas. Elle hésite. Septembre s'écoule, puis octobre. La petite voix enfle. «Je savais que si je restais, j'allais rater.» Mais comment l'annoncer autour d'elle? Changer

encore? Elle se force à tenir, à franchir chaque matin les portes de l'école.

Dernière semaine avant la date limite. Alice est coincée. Un deuil familial assombrit davantage ce moment déjà difficile. Finalement, elle saute le pas: Langues romanes. Elle refait toutes les démarches administratives. L'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles lui réclame «les mêmes papiers cinq fois». Encore une fois, ça passe de justesse.

Troisième tentative

En décembre, elle assiste à ses premiers cours en langues et lettres modernes, orientation anglais-français. Vingt-neuf étudiants. Maintenant, Alice a un plan. Sept ans, pas cinq. Trois ans de bachelier, puis un an en Irlande. Ensuite, un master en écriture créative. Puis l'agrégation, «comme ça j'ai l'assurance de pouvoir me trouver un job». Parce que son objectif, elle le connaît maintenant:

«Scénariste, écrivaine.» Pas pour le théâtre forcément, peut-être pour le cinéma, «ou juste les romans». Elle ne sait pas encore. «Je me dis que je saurai d'ici 3 ans.»

Épilogue

Dehors, Bruxelles s'agite. Alice fait tourner son bracelet entre ses doigts. Dans quelques jours, le blocus. Dans quelques semaines, les examens. Pour elle, pas de doute: mieux vaut ce libre choix que l'assignation à une voie unique des générations précédentes.

Alice ne regrette pas son parcours: «C'est en faisant ce que j'ai fait que je me suis rendu compte qu'il y a des trucs que je n'aime pas, des trucs qui me conviennent.» Mais les angoisses, le sentiment d'échec, la déception envers elle-même: «ça aurait été mieux sans tout ça».

Avec du recul, les réorientations d'Alice ressemblent moins à des abandons qu'à des formes de persévérance. Pourtant, dans un système qui punit financièrement chaque faux pas, chercher sa voie devient un luxe. Le minerval vient de bondir de 400 euros en un an, une hausse de 43 % qui le rappelle brutalement: plus le statut socioéconomique est faible, moins on peut se permettre d'errer. La question n'est plus de savoir si Alice trouvera sa voie. Mais combien d'autres resteront coincés dans le labyrinthe.

Le décret paysage: éliminer plus vite

Depuis la réforme du décret Paysage intervenue en 2021, un étudiant n'est plus finançable s'il ne valide pas ses 60 premiers crédits en deux ans (trois en cas de réorientation), son bachelier en cinq ans et son master en quatre ans. 6.141 étudiants et étudiantes universitaires, déclarés non finançables pour l'année 2025-2026, ont fait une demande de réinscription: 4.514 en bachelier et 1.627 en master. Pour Joël Girès, cette logique de durcissement est contre-productive: «Les statistiques démontrent que l'échec académique est déjà fortement déterminé par l'origine socio-économique des étudiants. Loin de favoriser une meilleure orientation ou de stimuler la réussite, ces mesures auront pour effet d'accélérer le processus d'élimination des publics les plus fragilisés.»

PARCOURS ACADÉMIQUE SOUS CONTRAINTE

Depuis la réforme du Décret Paysage (2021)



Métiers en pénurie: et si le problème n'était pas la formation?

Se former à un métier en pénurie ne garantit ni insertion rapide ni stabilité professionnelle. C'est ce que révèle une étude de l'IWEPS qui a suivi pendant cinq ans des milliers de jeunes sortis de l'enseignement qualifiant wallon. Seul un tiers d'entre eux travaillent encore dans leur secteur de formation. Pour les chercheurs, cette réalité suggère de dépasser la seule logique de formation et d'interroger les conditions de travail dans ces métiers.

«Formez-vous aux métiers en pénurie et vous trouverez du travail.» Ce discours, martelé depuis des années aux jeunes et aux demandeurs d'emploi, est au cœur des politiques d'insertion professionnelle. Alors que le contexte social se durcit, cette promesse mérite d'être interrogée. Depuis le 1^{er} janvier 2026, près de 19 000 Belges ont perdu leur droit aux allocations de chômage. D'ici juillet, la réforme touchera 185 000 bénéficiaires. L'objectif du gouvernement fédéral est clair: remettre un maximum de personnes au travail. Le droit aux allocations est désormais limité à deux ans maximum, après avoir travaillé l'équivalent d'un an sur les trois dernières années. Dans ce climat de pression accrue, la formation vers les métiers en pénurie reste toujours présentée comme la solution miracle.

Métiers en pénurie: s'il suffisait de former?

Pourtant, une étude menée par l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) vient bousculer cette logique. Claire Dujardin et Bernard Conter, respectivement docteure en sciences géographiques et docteur en sciences politiques, ont suivi pendant cinq ans les trajectoires de près de 7 700 jeunes sortis en 2014 de l'enseignement secondaire qualifiant en Wallonie. Leur constat est chiffré: se former à un métier en pénurie ne garantit ni insertion plus rapide ni plus de stabilité professionnelle. Cinq ans

après leur sortie de l'école, seulement un tiers de ces jeunes travaillent encore dans les secteurs pour lesquels ils ont été formés. Un résultat qui interroge certaines pratiques d'orientation, encore largement basées sur l'adéquation entre formation et besoins du marché.

Pour les deux chercheurs, les difficultés de recrutement évoquées par les entreprises depuis le début des années 2000 ne s'expliquent pas uniquement par le manque de main-d'œuvre qualifiée. Les solutions politiques, souvent formulées en termes d'orientation, de formation ou de contrainte envers les demandeurs d'emploi, négligeraient un aspect considérable: les conditions de travail dans ces secteurs. Leur étude, «Métiers en pénurie: s'il suffisait de former?», suggère un renversement du regard en déplaçant la responsabilité de l'insertion professionnelle des seuls demandeurs d'emploi vers les employeurs eux-mêmes.

Éduquer: Votre étude bouscule le discours qu'on tient souvent aux élèves: «Oriente-toi vers un métier en pénurie et tu trouveras facilement du travail». Qu'est-ce que vos résultats révèlent?

Claire Dujardin: Nos résultats nous ont d'abord étonnés. Nous avons suivi environ 7 700 élèves sortant de l'enseignement qualifiant en 2014, via les données de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale, pendant cinq ans. Un tiers d'entre eux avait suivi une formation identifiée



«*Contrairement aux attentes, avoir suivi une formation à un métier en pénurie n'offre pas d'avantage significatif par rapport à d'autres cursus. Le délai moyen d'insertion reste d'environ un an, tant pour les jeunes formés à un métier en tension que pour les autres.*»

Claire Dujardin, docteure en sciences géographiques.

il faudrait mener des entretiens qualitatifs. Mais ce que notre étude met en évidence, c'est que le problème ne se situe pas uniquement du côté de la formation. Nos données poussent à s'interroger sur les méthodes de recrutement et sur les exigences posées par les employeurs. Et surtout sur les conditions de travail elles-mêmes. Dans ces secteurs en pénurie, la part de temps partiel est importante, les perspectives d'évolution de carrière sont parfois limitées, les horaires sont difficiles – souvent de nuit ou le week-end – et les salaires se situent dans le bas de la distribution.

Éduquer: Le problème ne serait donc pas le manque de candidats formés, mais l'attractivité des emplois eux-mêmes?

Bernard Conter: Penser pleinement l'efficacité de l'accès à l'emploi implique d'interroger les conditions de travail de ces métiers. Il faut les réfléchir à l'aune de leur pénibilité et des conditions de leur exercice, de plus en plus flexibilisées. Ce qui relève de ce que la littérature scientifique qualifie d'employabilité.

Éduquer: Pouvez-vous développer cette notion?

BC: L'employabilité prend le contre-pied de l'employabilité. Pendant des années, on nous a parlé d'employabilité comme relevant de la responsabilité des individus de prendre en main leur insertion dans l'emploi.

comme menant à un métier en tension. Or, contrairement aux attentes, avoir suivi une formation à un métier en pénurie n'offre pas d'avantage significatif par rapport à d'autres cursus. Le délai moyen d'insertion reste d'environ un an, tant pour les jeunes formés à un métier en tension que pour les autres.

Éduquer: Un an pour trouver un emploi dans un secteur en pénurie, c'est très long...

CD: Pour identifier les raisons précises,

Le problème de cette notion, c'est qu'elle ne met l'accent que sur l'individu. Elle suppose que s'il n'est pas à l'emploi, c'est parce qu'il n'a pas consenti tous les efforts nécessaires. Or, si on parle de marché du travail, c'est bien qu'il doit y avoir une rencontre entre une offre et une demande. Pour qu'il y ait rencontre, il faut que les deux parties marchent l'une vers l'autre. Sinon, on ne parle pas de rencontre, mais de course-poursuite, ce qui correspond assez bien à la situation des chômeurs aujourd'hui.

Éduquer: Concrètement, il y a combien d'emplois disponibles en Wallonie?

BC: Les statistiques régionales recensent plus de 260 000 demandeurs d'emploi inoccupés. Simultanément, le portail électronique du Forem répertorie approximativement 23 000 offres d'emploi actives sur le territoire de la Wallonie, dont seulement 5 000 correspondent à des contrats à durée indéterminée. Le différentiel quantitatif est considérable. Le discours politique évoquant une abondance d'opportunités professionnelles ne trouve pas de validation empirique.

Éduquer: Comment expliquer que le discours politique continue de privilégier la formation plutôt que l'employabilité?

CD: Cette stratégie s'inscrit effectivement dans la ligne directrice des politiques publiques actuelles: l'accent est mis sur le développement des compétences et la responsabilisation des demandeurs d'emploi via des dispositifs de formation. Toutefois, il existe une dimension symétrique insuffisamment investie: la responsabilité des employeurs dans l'amélioration structurelle des conditions d'emploi. Cette amélioration doit concerner l'ensemble des secteurs à dominante technique et manuelle, avec une attention particulière portée aux primo-entrants sur le marché du travail.

Éduquer: Quelles transformations organisationnelles les employeurs devraient-ils opérer pour atténuer ces tensions?

BC: Premièrement, une clarification rigoureuse des profils recherchés s'impose. La systématisation d'exigences telles que «2 à 5 années d'expérience professionnelle» dans les offres d'emploi crée mécaniquement une barrière à l'entrée pour les diplômés de 18 ans issus du secondaire qualifiant. Deuxièmement, l'optimisation des canaux de recrutement est nécessaire. Il est paradoxal de constater que certains employeurs contournent les services publics de l'emploi,

puis expriment des difficultés de recrutement. Troisièmement, une réflexion approfondie sur les conditions d'emploi effectives doit être menée: quel niveau de flexibilité temporelle est requis? Quelle est la pénibilité objective du poste? Quelle structure de rémunération est proposée? Ces paramètres constituent les déterminants fondamentaux de l'attractivité professionnelle.

Éduquer: Au regard de ces constats, quel positionnement l'institution scolaire devrait-elle adopter pour optimiser l'insertion professionnelle des jeunes?

BC: Il convient de rappeler que l'institution scolaire ne possède pas de capacité productive d'emplois. Le système éducatif n'exerce aucune influence sur le volume de postes disponibles dans l'économie. Les partenariats école-entreprise présentent certes un intérêt, mais ne peuvent reposer sur un présupposé erroné: celui qu'un diplômé qualifié exercera nécessairement et durablement le métier pour lequel il a été formé. La mission éducative pourrait privilégier le développement de compétences transversales: capacités de résolution de problèmes, d'analyse situationnelle, d'adaptation. Plus le spectre de compétences sera diversifié – incluant non seulement des aptitudes techniques, mais également des capacités en calcul, expression linguistique, interactions sociales, réflexion critique – plus les individus disposeront de ressources pour naviguer dans un marché du travail en mutation. L'objectif pédagogique ne saurait se limiter à former des opérateurs spécialisés dans des tâches techniques circonscrites. La préparation à un métier doit englober une compréhension systémique: organisation du travail, modalités de flexibilité, structure salariale, et pas uniquement la maîtrise d'un geste technique. Un métier constitue un ensemble d'actes techniques inscrits dans des temporalités sociales spécifiques, conventionnelles ou atypiques.

«Penser pleinement l'efficacité de l'accès à l'emploi implique d'interroger les conditions de travail de ces métiers. Il faut les réfléchir à l'aune de leur pénibilité et des conditions de leur exercice, de plus en plus flexibilisées.»

Bernard Conter, docteur en sciences politiques.

Métiers en pénurie: s'il suffisait de former?!

Publication à lire sur le site de l'IWEPS
www.iweps.be/publication/metiers-en-penurie-sil-suffisait-de-former/

Winnicott: une vision humaniste du développement de l'enfant

Pédiatre et psychanalyste britannique, Donald Woods Winnicott occupe une place centrale dans l'histoire de la psychanalyse contemporaine. Son œuvre, élaborée entre les années 1930 et 1971, propose une conception novatrice de la petite enfance en plaçant la relation entre la mère et l'enfant¹ au cœur du développement psychique.

Winnicott développe une approche de la petite enfance où les fondations de toute vie psychique saine se posent dans les premiers moments de l'existence, à travers l'environnement primaire et les relations précoces entre la mère et l'enfant. Sa pensée se distingue par une confiance fondamentale accordée aux capacités naturelles des parents à répondre intuitivement aux besoins de leur bébé, proposant ainsi des concepts concrets qui ont révolutionné notre compréhension de la petite enfance.

Les fondements de la santé psychique

Selon Winnicott, l'enfant existe dès sa conception en tant que personne à part entière et la mère normalement dévouée aura intuitivement le sentiment que le bébé vaut la peine d'être connu en tant que personne. C'est à la naissance que le lien réel physique se créera, fondant le développement affectif de l'enfant. «*Si donc vous aimez votre bébé, il aura un bon départ*», affirme Winnicott, résumant ainsi l'essence de sa philosophie.

Cette santé psychique se construit dès les premiers mois, durant ce que Winnicott nomme la phase de dépendance absolue.

La phase de dépendance absolue (0-4/5 mois)

Dans la phase primitive de l'existence, qui s'étend de la naissance à quatre ou cinq mois, le tout-petit est caractérisé par une immaturité à la fois physiologique et psychique et demeure entièrement dépendant de son environnement. Il ne fait qu'un avec sa mère et fait essentiellement partie d'une relation. Nous nous trouvons d'emblée face à un couple mère-bébé fondé sur des interactions constantes entre des besoins et des réponses.³

À ce stade primitif, le nouveau-né n'a pas encore développé le «*sentiment de continuité d'être*» qui formera la base de son *moi* (ou *self*). Il vit dans un état de fusion totale, sans distinction entre lui-même et son environnement, ni conscience de sa propre existence.⁴ Dans cette relation duelle, un processus d'identification réciproque s'établit: la mère s'identifie à son enfant (sans cesser pour autant d'être une adulte distincte) et le bébé s'identifie à sa mère. Winnicott nomme ce phénomène *l'identification primaire*.⁵ À travers les interactions et les réponses apportées à ses besoins, le nourrisson fait l'expérience illusoire d'un monde exté-

rieur qui semble répondre presque magiquement à ses attentes.

Préoccupation maternelle primaire et mère suffisamment bonne

Au cœur de la théorie de Winnicott se trouve le concept de «*mère suffisamment bonne*»⁶ qui prend racine dans ce qu'il nomme la «*préoccupation maternelle primaire*»⁷: un état d'empathie, de dévotion et d'hypersensibilité où la mère s'identifie plus ou moins consciemment à son nourrisson pour saisir ses besoins. Cela suppose que la mère concentre temporairement son attention presque exclusivement sur son bébé. Winnicott qualifie cet état de «*maladie normale*», transitoire et nécessaire, essentielle au développement psychique du nourrisson.⁸

Pour atteindre cet état de préoccupation maternelle primaire, la mère doit être en bonne santé psychique. En répondant aux besoins de l'enfant, la préoccupation maternelle primaire induit chez lui un «*sentiment continu d'exister suffisant*» sur lequel repose le début de la structuration du moi.⁹

Les trois fonctions fondamentales: holding, handling et object-presenting

La relation mère-enfant requiert alors une série complexe d'ajustements corporels et psychiques que Winnicott articule autour de trois concepts fondamentaux: **le holding, le handling et l'object-presenting**.

Le **holding** renvoie à la façon dont la mère soutient et porte son enfant, à la fois physiquement et psychiquement. Cette fonction, profondément contenante, protège le bébé et l'aide à calmer ses inconforts, ses débordements émotionnels et ses douleurs internes. Le holding joue un rôle central dans la construction du moi, puisqu'il offre à l'enfant des repères simples et stables qui l'aident à identifier et reconnaître ce qu'il vit intérieurement.¹⁰

Le **handling**, quant à lui, concerne davantage les gestes concrets posés sur le bébé, la manière dont il est manipulé et soigné. Ces soins quotidiens participent à l'élaboration progressive de son monde intérieur et à la définition de ses frontières corporelles. Grâce à l'articulation de ces deux fonctions, le holding et le handling, l'enfant en vient à éprouver ce sentiment fondamental d'habiter son propre corps, une expérience qui



©Tilixia-Summer- Pixabay.com

influencera durablement sa relation corporelle à lui-même.

L'**object-presenting** est une fonction qui désigne la capacité de la mère à offrir à l'enfant, au bon moment, l'objet dont il a précisément besoin. Par cette présentation adaptée, le bébé a l'impression d'être l'auteur de l'objet, ce qui nourrit son sentiment d'omnipotence. C'est grâce à la disponibilité maternelle et à son attention aux réactions de son enfant face à la frustration, que celui-ci pourra, peu à peu et selon son propre rythme, sortir de cet état d'illusion et reconnaître progressivement l'existence indépendante de l'objet.¹¹

L'importance de la continuité des soins

Selon Winnicott, les soins constituent un travail continu qui ne peut être assuré que par une seule personne¹². En tant qu'experte connaissant mieux que quiconque son bébé, il est important de laisser la mère agir selon son

intuition et de ne pas la surmener de conseils et de prescriptions qui risqueraient de bloquer cet élan intuitif. Selon Winnicott, les mères sont naturellement de bonnes mères.¹³

Un équilibre subtil: ni trop, ni trop peu

Winnicott insiste toutefois sur l'importance pour l'enfant de vivre progressivement la frustration et l'expérience du manque, afin de percevoir ses propres besoins et de se différencier de sa mère. Au cours du développement de l'enfant, la mère doit donc peu à peu s'extraire de la préoccupation maternelle primaire et introduire progressivement un certain manque, une frustration nécessaire à l'émergence du désir et à la maturation psychique du bébé. C'est pourquoi un environnement trop «parfait», qui satisferait immédiatement chaque besoin, empêcherait l'enfant de ressentir ses propres désirs et de les exprimer. À l'inverse, un environnement

La place du père et de la fratrie

La place du père

Tout au long du développement psychique de l'enfant, le père joue un rôle crucial car il peut être une bonne mère et il permet de protéger la mère et le bébé contre tout ce qui tenterait de s'immiscer entre eux. Dans la pensée de Winnicott, le père est nécessaire pour aider la mère à se sentir bien dans son corps et heureuse en esprit. Si l'union entre la mère et le père est solide et harmonieuse, le bébé sera plus serein. Par ailleurs, le père ouvre le monde de l'enfant: un enfant connaît bien le travail de la mère car il se réalise à la maison dans son quotidien. Celui du père est plus obscur pour lui car il se réalise à l'extérieur de la maison.¹

La fratrie et l'apprentissage du partage

Parallèlement, l'arrivée de frères et sœurs constitue une expérience développementale majeure, celle du partage et de la générosité. La générosité apparaît seulement après une expérience primaire d'égoïsme. Sans cet égoïsme, la générosité d'un enfant est gênée par le ressentiment. C'est pourquoi l'enfant doit traverser une phase de haine avant d'accéder à l'amour fraternel véritable.

1. WINNICOTT D.W., L'enfant et sa famille, Payot, 1991.

«pas assez bon», incapable de répondre aux besoins fondamentaux du bébé, ne lui offrirait pas le cadre essentiel à la construction de sa personnalité. Dans un tel contexte de carence, l'enfant serait confronté à une angoisse intense; son moi resterait fragile, inachevé, et risquerait une désintégration.¹⁴

La construction d'une image interne: vers l'autonomie

Grâce aux soins et à l'attention de la mère, le bébé construit graduellement une image interne d'une bonne mère.¹⁵ Un bébé qui a une bonne mère intérieure ne dépend plus complètement de sa propre mère. Cette intériorisation permet à l'enfant de devenir progressivement autonome.

La phase de dépendance relative (4-12 mois): l'émergence de l'objet transitionnel

La phase de «*dépendance absolue*», durant laquelle le nourrisson dépend entièrement de sa mère et perd même le sentiment d'exister si elle ne répond pas à ses besoins, laisse place à la phase de «*dépendance relative*», généralement située entre quatre et douze mois. Au cours de cette période, le bébé commence à se distinguer peu à peu de son environnement. Il s'éloigne de son état d'omnipotence et de l'illusion d'être satisfait de manière presque magique, pour amorcer une véritable relation objectale, c'est-à-dire une relation où il reconnaît l'autre comme une réalité séparée de lui.¹⁶

C'est précisément à ce stade de transition, où les réalités internes et externes ne sont pas clairement distinctes, que des expériences «*intermédiaires*» peuvent se développer. En particulier, l'enfant peut investir ce que Winnicott appellera un **objet transitionnel** qui n'est ni la mère réelle, ni sa représentation interne, mais un peu des deux à la fois.¹⁷ Ours en peluche, tissu, succion du pouce... Une pléiade d'objets peut devenir des objets transitionnels, sorte de «*réservoir d'amour*» permettant à l'enfant de gérer l'angoisse de la séparation, d'accepter l'absence de la mère et de conserver le sentiment d'exister malgré elle.

L'objet transitionnel préfigure une capacité plus large qui s'épanouit à travers le jeu.

Le jeu et l'espace potentiel: entre réalité et imagination

Dans la pensée de Winnicott, le jeu occupe une place centrale en tant que manifestation de la vie intérieure de l'enfant et signe fondamental de bonne santé. À travers le jeu,



le bébé indique qu'il n'est pas seulement un corps mais bien une personne à part entière. Sa disposition à jouer témoigne de sa vie intérieure.¹⁸

Le jeu offre à l'enfant un moyen de différencier la réalité de ses propres désirs, tout en lui permettant d'exister comme un «*soi*» véritable. Le jeu ne se situe ni entièrement en lui ni totalement à l'extérieur, mais dans une zone intermédiaire entre le bébé et sa mère, ce que Winnicott appelle l'«*espace potentiel*»¹⁹. Cet espace psychique, situé entre le monde interne du nourrisson et la réalité extérieure, constitue le lieu où émergent le jeu et la créativité.

Winnicott distingue le jeu (*game*), structuré socialement et régi par des règles, du jouer (*playing*), acte créatif ouvert à d'innombrables variations. Le jouer constitue un phénomène transitionnel qui permet à l'enfant de composer avec les contraintes de la réalité, et favorise ce que Winnicott appelle l'«*intégration de la personnalité*». Cet espace potentiel s'élargira avec le temps et se poursuivra à l'âge adulte sous la forme d'expériences culturelles à travers l'art, la religion, la philosophie... C'est dans cet espace que prennent naissance la créativité et la culture.

Réalité et imagination: l'enfant entre deux mondes (2-6 ans)

Au-delà de la phase de dépendance relative, entre deux et six ans environ, Winnicott souligne l'importance de permettre au jeune enfant de vivre simultanément dans deux mondes: la réalité et l'imaginaire. Il est important de le laisser vivre dans son imaginaire sans lui imposer prématurément la réalité. Un enfant qui évolue dans ce sens ne tardera pas ensuite à jouer le rôle de la bonne mère avec une poupée, reproduisant ainsi les modèles relationnels expérimentés. Ce sera vers 5 ou 6 ans que l'enfant s'intéressera spontanément, scientifiquement à ce que les adultes nomment «*monde réel*». Cette capacité à naviguer entre les deux mondes représente un avantage distinctif de l'humain: «*nous pouvons imaginer le réel afin de le rendre plus beau, moins pénible*».²⁰

La dimension affective du développement moral

Opposé à l'idée que le dressage produit des enfants obéissants, Winnicott propose que le bébé possède une tendance innée vers un sens moral.²¹ C'est l'attention sensible de la mère aux signaux d'excitation du bébé

ou de détresse qui permet l'évolution et le début de la coopération et du sens social de l'enfant. Il ne s'agit donc pas pour Winnicott de dresser un enfant mais plutôt de lui fournir un cadre sûr dans lequel il peut évoluer.²²

La réactualisation de la pensée de Winnicott

Bien que les écrits de Winnicott portent les stigmates de la société britannique du XX^e siècle, avec une vision de la maternité ancrée dans les réalités de l'après-guerre, ses réflexions restent pertinentes dans notre conception de la petite enfance. Sa vision de la parentalité construite autour d'une mère entièrement dévouée à son enfant et d'un père pourvoyeur économique, ne correspond, en effet, plus à la réalité de nombreuses familles contemporaines. Les mutations sociales – travail des femmes, diversification des structures familiales, parentalités partagées – obligent à réinterpréter sa pensée plutôt que de l'appliquer mécaniquement. C'est pourquoi aujourd'hui, il est important de parler de *figure parentale* de l'enfant et non pas uniquement de *mère*.

Pourtant, malgré cet ancrage historique, la pensée de Winnicott conserve une force universelle car Winnicott s'intéresse aux mécanismes profonds du développement psychique humain plutôt qu'aux contingences sociales. Ses observations sur le besoin de confiance mutuelle entre parent et enfant, l'importance de l'intuition parentale face aux prescriptions rigides et le respect de l'individualité de chaque enfant transcendent les époques et les contextes culturels.

Un message humaniste face aux pressions contemporaines

L'apport le plus précieux de Winnicott réside sans doute dans son message profondément humaniste et démystificateur. Dans une société contemporaine traversée par des impératifs croissants concernant les «*compétences parentales*», où l'on demande aux parents d'être des «*super-parents*» et où l'on parle du «*métier de parent*» comme s'il existait des parents plus experts que d'autres, la pensée de Winnicott redonne confiance aux ressources spontanées des parents.

Une éducation émancipatrice

Par ailleurs, la dimension émancipatrice de la pensée de Winnicott mérite une attention particulière. En reconnaissant l'enfant comme personne à part entière dotée de sa propre vision du monde, Winnicott pose les fondations d'une éducation qui produit des

citoyens actifs et émancipés plutôt que des individus passivement adaptés. «*Éduquer un enfant fournit le fondement réel de notre société et le seul facteur d'une tendance démocratique dans le système social d'un pays*»²³: cette affirmation saisit la portée politique de l'éducation parentale.

Lorsque Winnicott défend le droit de l'enfant d'exprimer son agressivité, sa colère, sa haine, lorsqu'il reconnaît que «*chaque enfant apporte sa propre vision du monde et un besoin de contrôler son petit morceau de monde*»²⁴, il pose les fondations d'une subjectivité autonome. Dans ce cadre, l'enfant ne doit pas être modelé passivement pour s'adapter à l'ordre établi, mais accompagné dans l'épanouissement de son individualité pour qu'émerge une personne dotée d'une vie intérieure riche, capable d'imagination et de questionner l'ordre des choses.

L'enfant qui a pu vivre pleinement son expérience d'enfant, qui a joué sans contrainte excessive, qui a pu exprimer ses sentiments contradictoires et trouver dans le regard parental une acceptation, devient un adulte capable d'apprendre tout au long de sa vie. Il possède la flexibilité psychique nécessaire pour s'adapter à un monde en mutation. La pensée winnicottienne offre ainsi l'essence d'une éducation libératrice, où l'enfant réinvente les normes, devenant un apprenant actif, créatif et émancipé.

En définitive, l'héritage de Winnicott nous rappelle que l'éducation n'est pas une affaire de technique ou de performance, mais de relation humaine authentique. C'est dans cette simplicité profonde que réside la force de sa pensée, toujours vivante et nécessaire.

1. En utilisant le terme «*mère*», Winnicott désigne la personne qui assume cette fonction auprès de l'enfant, qu'il s'agisse de la mère biologique ou d'un substitut (père, grands-parents...).
2. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 11 p.
3. Winnicott «*La mère suffisamment bonne*», mars 2020, www.psychologue-montpellier34.fr/2019/01/07/winnicott-la-m%C3%A8re-suffisamment-bonne/
4. Idem.
5. JOLY A., *Donald Winnicott. La préoccupation maternelle primaire*, février 2009, <https://psy-enfant.fr/donald-winnicott-la-preoccupation-maternelle-primaire/>
6. L'expression anglaise «*good enough mother*» se traduit peut-être plus justement par «*mère ordina ire normalement dévouée*» ou même «*mère*

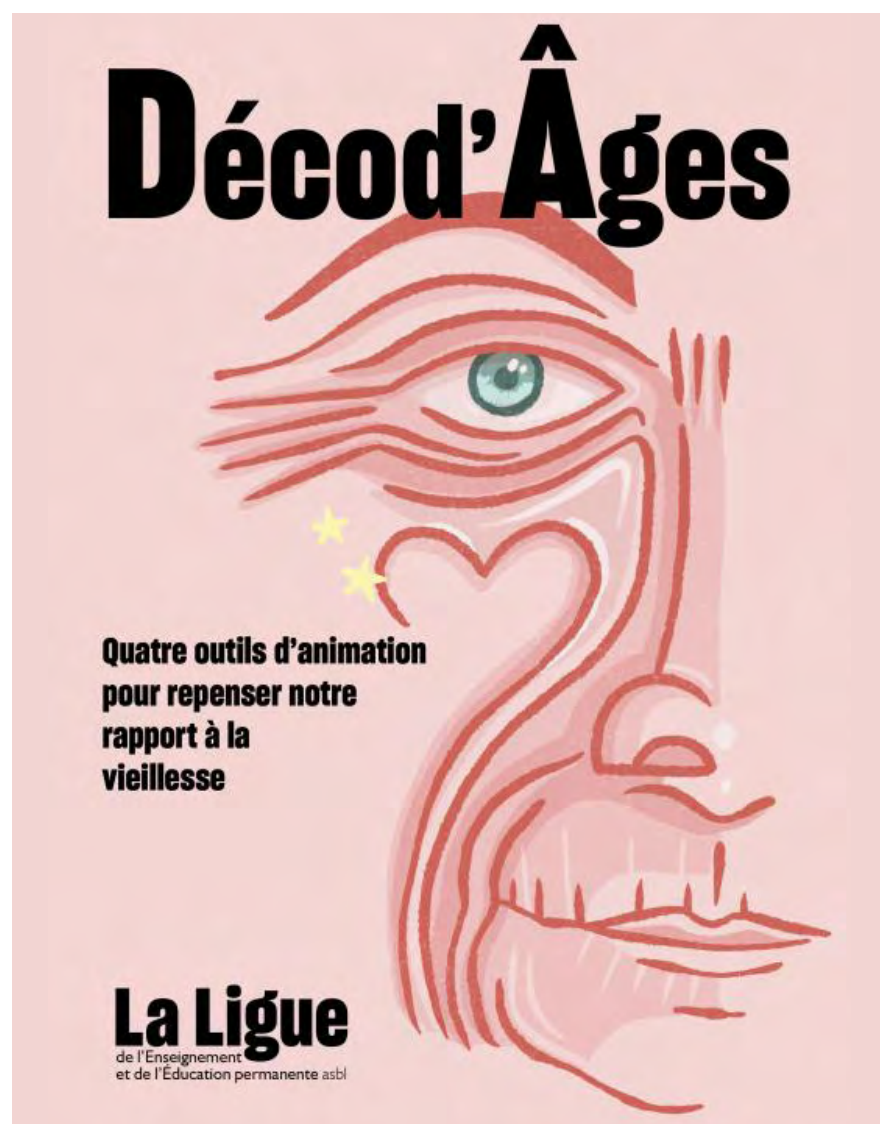
tout juste acceptable».

7. WINNICOTT D.W., *Le bébé et sa mère*, Éd. Payot, 1992
8. JOLY A., *Donald Winnicott. La préoccupation maternelle primaire*, février 2009, psy-enfant.fr/donald-winnicott-la-preoccupation-maternelle-primaire/
9. Winnicott «*La mère suffisamment bonne*», mars 2020, www.psychologue-montpellier34.fr/2019/01/07/winnicott-la-m%C3%A8re-suffisamment-bonne/
10. DESMAREZ C., *Donald Woods Winnicott*, janvier 2021, www.psychanalyse.be/ressource/donald-woods-winnicott/
11. Idem.
12. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 11 p.
13. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 37 p.
14. Winnicott «*La mère suffisamment bonne*», mars 2020, www.psychologue-montpellier34.fr/2019/01/07/winnicott-la-m%C3%A8re-suffisamment-bonne/
15. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 85 p.
16. Winnicott «*La mère suffisamment bonne*», mars 2020, www.psychologue-montpellier34.fr/2019/01/07/winnicott-la-m%C3%A8re-suffisamment-bonne/
17. BAILLY R., *Le jeu dans l'œuvre de D.W. Winnicott*, *Enfances et Psy* n°15, 2001, <https://shs.cairn.info/revue-enfances-et-psy-2001-3-page-41?lang=fr>
18. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 49 p.
19. DESMAREZ C., *Donald Woods Winnicott*, janvier 2021, www.psychanalyse.be/ressource/donald-woods-winnicott/
20. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 75 p.
21. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 85 p.
22. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 88 p.
23. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 203 p.
24. WINNICOTT D.W., *L'enfant et sa famille*, Payot, 1991, 128 p.

Audrey Dion, secteur formation

Rassembler autour des enjeux liés à la vieillesse et à l'âgisme

Le 1^{er} décembre dernier, nous organisons dans nos locaux un après-midi de découverte de **notre outil pédagogique Décod'Âges**. Un événement qui a rassemblé, en plus de notre équipe, une trentaine d'acteurs et actrices du monde associatif et non marchand, déterminés à s'outiller pour mieux lutter contre les stéréotypes qui entourent les personnes âgées. Retour sur ce moment d'une grande richesse!



Peut-être avez-vous eu l'occasion de l'apercevoir dans nos récentes publications, sur notre site Internet et nos réseaux sociaux... Il y a quelques semaines, la Ligue a publié le coffret **Décod'Âges, 4 outils d'animation pour repenser notre rapport à la vieillesse**. Ce coffret constitue la dernière production de notre projet transversal sur la thématique, et l'aboutissement d'environ deux années de travail en équipe. Rappelez-vous: en juin 2023, nous publions un numéro spécial «Osons parler vieillesse», point de départ de notre réflexion sur la place des personnes âgées dans nos sociétés et le regard que nous portons sur le grand âge.

L'outil Décod'Âges, lui, constitue donc le point final de ce travail collectif. Élaboré par toute notre équipe, puisant dans nos ressources et compétences en animation et en éducation permanente, il a pour objectif d'explorer les thématiques de la vieillesse et de l'intergénérationnel, d'outiller des temps d'échanges et de débats autour de ces thèmes. Il invite aussi à questionner les représentations, confronter les regards et déconstruire les stéréotypes qui leur sont associés. Il se compose de quatre séquences d'animation (un photos-langage, un nuage de mots, des fiches découvertes, une séquence d'évaluation et d'action) et s'adresse aux intervenants et intervenantes du monde associatif et non marchand.

Si nous l'avons pensé pour un public large, il est particulièrement adapté aux personnes qui animent des groupes de jeunes, travaillent avec des seniors en maison de repos, forment des intervenants psycho-sociaux, ou mènent des projets interculturels.

C'est tout ce beau monde que nous avons envie de rassembler et qui a, pour notre plus grand plaisir, répondu présent lors de cet après-midi



découverte. Dans la salle, nous comptons beaucoup d'animateurs et animatrices socioculturel-les de tous horizons (organisations de jeunesse, éducation permanente, centres culturels, etc.), de chargé-es de projets en promotion de la santé, mais aussi du personnel de maisons de repos et de soins ou de maisons médicales.

Nous avons surtout pour ambition de donner à chaque personne présente la capacité d'utiliser l'outil Décod'âges en toute autonomie et de manière adaptée à son public bénéficiaire et à son contexte professionnel.

Pour cela, nous avons opté pour un dispositif de type «world café» qui, plus que de présenter et décrire l'outil, a permis à chacun et chacune de l'expérimenter pour mieux pouvoir le prendre en main par la suite. En petits groupes, animés par plusieurs membres de notre équipe, les participant-es ont donc eu l'occasion de vivre chaque dispositif de l'intérieur, pour mieux en cerner les objectifs et les enjeux.

Au sein des sous-groupes, des horizons professionnels différents mais des préoccupations identiques: s'interroger sur notre rapport au temps qui passe, sur les peurs et

préjugés qui traversent nos sociétés occidentales, sur les inégalités et discriminations invisibilisées. S'outiller pour parvenir à se saisir de ces questions avec ses bénéficiaires, pour mieux construire ensemble.

Nous proposons des techniques et dispositifs concrets, mais nous poursuivions aussi un autre objectif: celui de créer un moment de rencontre, un temps d'échange et de discussion entre tous ces acteurs et toutes ces actrices engagé-es.

Si nous considérons aujourd'hui que l'événement a été un succès, c'est parce que tous les feedbacks obtenus s'accordent sur ce point: ce que les personnes présentes retiendront surtout, ce sont les partages d'expérience, les avis et les conseils émanant du reste du groupe. C'est en tout cas l'image que notre équipe retiendra de ces quelques heures: notre projet aura permis de rassembler et de renforcer le pouvoir d'action de personnes déterminées à faire bouger les lignes, ensemble!

L'outil Décod'Âges vous intéresse et vous souhaitez pouvoir l'utiliser dans vos animations? Plusieurs options s'offrent à vous!

- Bénéficiez de l'outil imprimé via notre système de prêt (contact: info@ligue-enseignement.be ou 02/511.25.87) ou dans nos centres de documentation partenaires à Bruxelles et en Wallonie:

Entr'âges asbl Boulevard de la Révision, 38 – 1070 Bruxelles	info@entrages.be	02/544.17.87
Bibliothèque pédagogique et d'animation Elisabeth Carter Quai de Willebroeck, 33 – 1000 Bruxelles	bib.pedagogique@brucity.education	02/279.59.47
Cultures et Santé Rue d'Anderlecht, 148 – 1000 Bruxelles	cdoc@cultures-sante.be	02/558.88.11
AVIQ - Agence pour une vie de qualité Rue de la Riveline, 21 – 6061 Charleroi	documentation@aviq.be	071/33.77.44
Collectif Alpha Rue de Rome, 12 – 1060 Bruxelles	cdoc@collectif-alpha.be	02/540.23.48
Espace Eurêka – Maison de la Formation Rue Cockerill, 101 – 4100 Seraing	espace.eureka@province-deliege.be	04/279.27.87

- Télécharger la version digitale de l'outil sur notre site www.ligue-enseignement.be/outil-pedagogique-decodages
- Besoin d'un exemplaire pour votre organisation? Inscrivez-vous à notre système de précommande (contact et infos: info@ligue-enseignement.be)!

L'eau, un bien précieux

L'eau coule si «naturellement» du robinet qu'on se demande rarement d'où elle vient, et comment elle a été apportée jusqu'à nous, de même qu'on a rarement une idée précise de notre consommation globale en eau, en comptant l'industrie et l'agriculture. Voici quelques éclairages sur les enjeux liés à l'eau dans notre pays: consommation, origine, gestion.

Quelle quantité d'eau consomme un Belge moyen? Pour commencer, il faut distinguer la consommation d'eau directe et indirecte: la consommation directe, qui correspond à de l'eau potable, est celle que l'on mesure au compteur de son logement, et que l'on paie environ 5 euros les 1000 L. La consommation indirecte, qu'on appelle aussi l'*empreinte eau* ou *empreinte hydrique*, tient compte de toutes les consommations d'eau cachées dans nos achats de nourriture, d'essence, d'objets manufacturés, etc. Il s'agit en grande partie d'eau non potable (puisée dans une rivière pour l'irrigation ou l'industrie du béton, par exemple). À titre d'exemple, la production d'une voiture demande 30 000 L d'eau, celle d'un kilo de pain, 1000 L! Notons cependant que ces nombres élevés ne signifient pas que l'eau utilisée est définitivement perdue. En effet, les 1000 L d'eau utilisés pour l'élaboration d'un kilo de pain vont en partie rentrer dans le sol, et peuvent recharger les nappes d'eau potable. Néanmoins, il est vrai qu'une partie de ces 1000 L sera perdue par évaporation, ou polluée (pesticides, effluents de l'industrie agroalimentaire, etc.).

Consommation directe: un septième de l'Escaut

La consommation d'eau directe en Belgique est d'environ 100 L par jour et par habitant, ce qui représente une dizaine d'arrosoirs de taille moyenne. Sur ces 100 L, très peu sont incorporés dans l'alimentation. La majorité est utilisée pour le lavage (hygiène corporelle, lessives, vaisselle, ménage, voiture, etc.) et les toilettes (une chasse d'eau consommant entre 4 et 12 L), et éventuellement quelques autres usages comme arrosage, piscine privée, etc.

Essayons de nous représenter ce que cela signifie pour la Belgique, en effectuant un calcul

rapide. 100 litres par habitant, multipliés par environ douze millions de Belges, cela représente 1 200 000 mètres cubes¹ par jour au total, soit 14 mètres cubes par seconde. Pour donner de la consistance à ces chiffres, il faut imaginer que la Belgique est alimentée *en permanence* par l'équivalent d'un canal d'eau potable de deux mètres de profondeur et sept mètres de large, coulant à 4 km/h (vitesse d'un piéton): l'équivalent d'une petite rivière comme la Lesse.

À titre de comparaison, les débits des deux grands fleuves belges valent 100 mètres cubes par seconde pour l'Escaut à Anvers, et 200 mètres cubes par seconde pour la Meuse à Namur.

On peut donc visualiser la consommation directe d'eau potable en Belgique comme environ 14% du débit de l'Escaut. Contempler ce fleuve, s'imaginer qu'il devient potable, et que toute la Belgique en utilise un septième, peut donner une idée de notre consommation directe en eau.

Consommation indirecte: cinq fois la Meuse

La consommation indirecte, ou *empreinte hydrique*, est beaucoup plus difficile à estimer. En effet, les quantités d'eau puisées par l'agriculture pour l'arrosage, par exemple, ne sont pas exactement connues. De même pour l'industrie, *a fortiori* lorsqu'elle a lieu dans d'autres pays: on ne peut pas déterminer exactement, par exemple, la quantité d'eau nécessaire à la fabrication d'une voiture allemande, d'un kilo de fraise espagnole ou d'un ordinateur chinois.

Néanmoins, des estimations pour la Belgique fournissent un nombre de l'ordre de 7300 L par jour et par habitant². Près de cent fois la consommation directe! Ce nombre très élevé correspond au débit d'un robinet de lavabo normal ouvert en permanence (même s'il ne s'agit pas d'eau potable). Il faut imaginer que cette quantité phé-



noménale entre en jeu pour la nourriture, les transports, l'habillement, etc. que l'on consomme chaque jour.

Pour toute la Belgique, ce nombre correspond à 1000 mètres cubes par seconde! Ceci représente dix fois l'Escaut à Anvers, ou cinq fois la Meuse à Namur...

D'où vient l'eau en Belgique?

L'eau en Belgique provient en partie d'eau souterraine (sources captées) et d'eau de surface (eau de rivière potabilisée). Nous allons examiner le cas de Bruxelles, facile à analyser grâce aux documents consultables sur le site environnement.brussels³. Dans la capitale,

l'eau vient essentiellement de divers captages souterrains en Wallonie, notamment dans la vallée du Bocq près de Dinant, celle du Hoyoux vers Modave, ou dans la vallée du Hain près de Braine-l'Alleud. Quant à l'usine de Tailfer près de Namur, elle rend potable l'eau puisée dans la Meuse. À noter qu'un petit captage existe au bois de la Cambre. Ces diverses sources convergent pour donner, au sud de Bruxelles, quelques arrivées d'eau souterraines d'un débit total d'environ 1400 L par seconde.⁴

Mais le débit régulier de cet approvisionnement ne permet pas d'alimenter à tout moment une consommation forcée-

«Diminuer l'«empreinte eau» de la Belgique passe non seulement par des comportements domestiques, mais aussi par des décisions collectives concernant l'agriculture, l'industrie, les transports, et, finalement, l'organisation de la société.»



ment irrégulière. Si par exemple cent mille Bruxellois tirent la chasse en même temps (ce qui pourrait se produire à la mi-temps d'un match de football par exemple), il faudrait faire face à un besoin de l'ordre de 10 000 L par seconde, ce qui est bien au-dessus du débit moyen de 1400 L par seconde. Sans parler de ce cas extrême, il est clair qu'un pic de consommation a lieu entre 6 h et 8 h du matin, horaire où beaucoup de personnes prennent leur douche. Il faut donc stocker l'eau dans des réserves qui jouent le rôle de «tampons», pour assurer les à-coups de la consommation.

Si, à la campagne, ces réserves sont souvent des châteaux d'eau, à Bruxelles, l'eau est de nos jours stockée dans des réservoirs souterrains, d'une capacité bien supérieure⁵. Le système de réservoirs de Bruxelles a un volume total de l'ordre de quelques centaines de milliers de mètres cubes, ce qui correspond à quelques jours de consommation: de quoi faire face aux mi-temps et aux douches du matin!

À partir de ces réservoirs situés en hauteur, l'eau s'écoule simplement sous l'effet de son poids jusqu'aux robinets des logements situés plus bas. Plus la différence d'altitude est importante, plus la pression au robinet sera élevée. Une pression correcte (au moins 2 bars) correspond à une différence d'altitude d'au moins vingt mètres⁶. Ainsi, par exemple, le réservoir d'Ixelles⁷, à 70 mètres d'altitude, alimente les parties les plus basses de la ville, situées à environ 20 mètres d'altitude: les quartiers d'Anderlecht, Bruxelles-Ville, Molenbeek, Laeken situés près du canal. Les communes plus élevées (Auderghem, Ixelles, etc.), à des altitudes entre 50 et 100 m) sont alimentées par le réservoir de Rhode-Saint-Genèse, situé environ à 120 m d'altitude⁸.

Économiser l'eau: réduire la facture

L'eau est un bien précieux, d'autant plus dans un contexte de changement climatique où les précipitations deviennent moins régulières: les épisodes de sécheresse, entrecou-

pés d'averses de plus en plus brutales, ne permettent pas aux réserves d'eau de profondeur de se reconstituer correctement, ce qui engendre, dans des régions toujours plus nombreuses, un «stress hydrique» important. Les captages alimentant la Belgique n'échappent pas à cette règle, même si notre pays reste beaucoup moins exposé au stress hydrique que l'Espagne ou l'Italie, sans parler de l'Afrique du Nord. Dès lors, il devient important d'économiser l'eau.

Au niveau individuel, il existe beaucoup d'astuces, pas toujours si simples à mettre en œuvre, pour diminuer sa facture: écourter les douches, utiliser l'eau des pâtes pour la vaisselle, utiliser l'eau de vaisselle pour la chasse d'eau, arroser le soir et non en journée, etc.

Dans le même ordre d'idées, un petit calcul montre l'importance de détecter et réparer les fuites. Prenons par exemple une fuite en «goutte-à-goutte», d'une goutte par seconde. Une goutte représente un volume d'environ 0,05 ml. La fuite gaspille donc 3 ml en une minute, soit 1 600 litres par an! Au tarif de 5 euros les 1000 L, c'est un surcoût annuel de 8 euros⁹. Il s'agit d'une bonne base de calcul qui permet de conclure, par exemple, qu'une fuite de trois gouttes par seconde coûte 4800 L, soit 24 euros par an.

Mais la «reine des fuites» n'est pas tant le goutte-à-goutte du lavabo que le filet invisible de la chasse d'eau. Ce type de fuite est en effet probablement le seul qu'on risque fort de ne pas voir: pas de mur abîmé, pas de tâche par terre, pas de flux véritablement visible, mais seulement un peu de courant dans la cuvette, et un bruit très discret. Or, un tel petit filet d'eau, qu'on peut mesurer facilement, peut représenter un verre d'eau (200 ml) par minute, soit 50 à 100 fois plus que le goutte-à-goutte évoqué précédemment! Ceci correspond à un gaspillage de 100 mètres cubes par an, soit 500 euros supplémentaires sur la facture. C'est l'équivalent de deux ou trois personnes moyennes, donc... un triplement de la facture annuelle d'une personne seule.

Économiser l'eau: un projet global

Économiser l'eau potable que l'on paie est déjà intéressant, mais, comme nous l'avons vu plus haut, la majorité de notre empreinte hydrique (estimée à plus de 7000 L par jour) concerne notre consommation indirecte, via notre consommation générale de biens et de services, à des endroits où on ne l'attend pas forcément. Ainsi, à titre d'exemple, l'industrie textile, mais aussi celle de la transformation de la pomme de

terre, sont très gourmandes en eau¹⁰. Ainsi, les nappes d'eau souterraines de Belgique et d'ailleurs ne sont pas tant épuisées par nos douches que par notre consommation de certains produits.

Mais il nous semble important de replacer ce débat dans un contexte global de choix de société. Comme dans tous les domaines concernant un bien commun précieux, il serait injuste de faire reposer la responsabilité du gaspillage sur les seuls choix individuels. Diminuer l'«empreinte eau» de la Belgique passe non seulement par des comportements domestiques, mais aussi par des décisions collectives concernant l'agriculture, l'industrie, les transports, et, finalement, l'organisation de la société. Ce raisonnement devient nécessairement mondial si on se souvient que l'empreinte hydrique des Belges est en partie externalisée (lorsque nous achetons des concombres espagnols ou des jeans asiatiques), tandis que celle des Espagnols contribue à épuiser les nappes de notre pays (lorsqu'ils achètent des frites surgelées belges).

Parmi les solutions d'amélioration, on peut en relever une foule, par exemple dans le domaine de l'agriculture et de l'occupation des sols. Pour diminuer les nécessités d'irrigation et les risques de stress hydrique, il faut que les terres retiennent mieux l'eau de pluie, au lieu de les faire ruisseler rapidement vers la mer. Pour cela, il existe de nombreuses solutions de bon sens: renaturation des sols et des cours d'eau, préservation et restauration des zones humides (qui jouent un rôle de tampon permettant d'absorber les pluies brutales), restauration des haies et des bordures vertes, décompactage des sols, arrosage ciblé, limitation de la construction, favorisation du peuplement en invertébrés, notamment lombrics¹¹. Mais d'autres choix plus profonds nécessitent une remise en question de certaines directions économiques: diversification de l'agriculture, choix d'espèces et de variétés moins gourmandes en eau, diminution de l'élevage industriel, diminution de l'usage des pesticides, etc.

Conclusion

Les enjeux autour de l'eau ne se limitent donc pas à fermer le robinet quand on se brosse les dents ou à réparer les fuites, gestes certes importants. Une fois de plus, comme dans d'autres problématiques de raréfaction d'un bien essentiel (énergie, air non pollué, espaces verts, etc.), les solutions de long terme se jouent au niveau collectif, par des changements dans les modes de production

et de consommation. Et le climat humide de la Belgique ne doit pas nous faire oublier que, ici aussi, l'eau reste un bien vital et extrêmement précieux.

1. Un mètre cube vaut 1000 L.
2. www.aquawal.be/fr/l-empreinte-aquatique-en-belgique.html?IDC=610
3. document.environnement.brussels/opac_css/doc_num.php?explnum_id=5371
4. On peut entendre le grondement d'un de ces canaux potables souterrains en certains lieux de la forêt de Soignes, par exemple le long du Chemin du Réservoir.
5. Certains châteaux d'eau ont été rénovés en habitation atypiques, comme rue Marconi, à Forest.
6. Dix mètres de différence d'altitude correspondent à un bar. Un robinet fonctionne correctement autour de 2 à 4 bars.
7. On peut facilement voir le toit gazonné de ce réservoir souterrain aussi grand qu'un terrain de football, entre la rue du couvent et la rue de la vanne à Ixelles.
8. https://document.environnement.brussels/opac_css/doc_num.php?explnum_id=5371
9. Et probablement bien plus en traitement des moisissures, planchers abîmés, robinetterie entartrée, etc.
10. www.canopea.be/irrigation-cultures-demain/
11. Notons que ceci consiste, grosso modo, à revenir en arrière par rapport aux progrès agricoles effectués depuis les années 1960.

activités

Les régionales de la Ligue proposent...

...des formations, des animations, des ateliers, pour adultes et enfants et diverses visites guidées.

Régionale de Charleroi

(à la Maison de la Laïcité)

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Charleroi

Rue de France, 31 à 6000 Charleroi

Tél.: 071/53.91.71 - Fax: 071/53.91.81

Courriel: pascale.modolo@laicite.net

Régionale de Liège

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Liège

Boulevard de la Sauvenière, 33-35, 4000 Liège

Tél.: 04 / 223 20 20

Régionale du Luxembourg

Renseignements et inscriptions:

LEEP Luxembourg

Rue de Sesselich, 123 à 6700 Arlon

Tél.: 063/21.80.81 - Fax: 063/22.95.01

Courriel: ateliersartligue@gmail.com

www.ateliersartligue.be

Régionale du Brabant wallon

Renseignements et inscriptions:

LEEP du Brabant wallon

Avenue Napoléon, 10, 1420 Braine-l'Alleud

Tél.: 010/61 41 23



Pour nous contacter

Secrétariat communautaire

Rue Terre-Neuve, 114
1000 Bruxelles
Tél.: 02 / 511 25 87
N° de compte: BE19 0000 1276 64 12
e-mail: info@ligue-enseignement.be
Site: www.ligue-enseignement.be

Président Roberto Galluccio
Trésorier général Renaud Loridan
Co-Direction
Patrick Hullebroeck
Jacques Martel
Assistante
Cécile Van Ouytsel

Assistante
Mariève Tétart

Comptable
Jonathan Declercq

Permanent-es du secteur Communication - Internet
Marie Versele
Marie-Françoise Holemans
Timothé Fillon

Mise en page Éric Vandenheede

Permanent-es du secteur Formation
Audrey Dion
Éric Vandenheede
Amina Rafia
Adélaïde Dupuis
Loïc Pannequin

Formateur-rices du secteur Interculturel
Hanane Cherqaoui Fassi
Chisanthi Kasimati
Françoise Santos
Pauline Laurent
Hossein Malekian

Projet européen
Timothé Fillon

Responsable de la revue Éduquer
Marie-Françoise Holemans

Secrétariats des sections régionales

Régionale du Brabant wallon
Présidente Yolande Mendes da Costa
Avenue Napoléon, 10
1420 Braine-l'Alleud
Tél.: 010 / 61 41 23

Régionale de Charleroi
(à la Maison de la Laïcité)
Présidente Maggy Roels
Rue de France, 31
6000 Charleroi
Tél.: 071 / 53 91 71

Régionale de Liège
Président David Cholpp
Boulevard de la Sauvenière, 33-35
4000 Liège
Tél.: 04 / 223 20 20

Régionale du Luxembourg
Présidente Michelle Baudoux
Rue de Sesselich, 123
6700 Arlon
Tél.: 063 / 21 80 81



Éduquer

Vous êtes enseignant-e, directeur-trice
d'école, parent ou tout simplement
intéressé-e par les questions
d'éducation et d'enseignement?
Retrouvez, **chaque mois**, les
informations sur l'actualité de
l'enseignement sélectionnées pour
vous par la Ligue et des analyses
approfondies sur les questions
éducatives!

Abonnez-vous à notre revue

Rendez-vous sur notre site:

www.ligue-enseignement.be

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



culture.be



éduquer

tribune laïque

périodique mensuel

Numéro 198
février 2026
2,5 €

Éditeur responsable

Roberto Galluccio
Rue Terre-Neuve, 114
1000 Bruxelles
Tél: 02 / 511 25 87

Bureau de dépôt: Bruxelles X

La Ligue de l'Enseignement et de
l'Éducation permanente, asbl
Siège social
Place Rouppe, 29
1000 Bruxelles
BCE 0403519010 / RPM de Bruxelles
BE19 0000 1276 64 12
Tél: +32 (0)2/511.25.87
info@ligue-enseignement.be
www.ligue-enseignement.be

Par souci d'égalité et pour lutter
contre les stéréotypes de genre,
la Ligue de l'Enseignement et
de l'Éducation permanente
utilise l'écriture inclusive
dans l'ensemble de ses
communications.

La Ligue
de l'Enseignement
et de l'Éducation permanente asbl

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



culture.be